

may be differences—I hope that this resolution may be adopted.

The PRESIDENT (*translated from French*) : I shall now put the draft resolution to the vote.

A vote was taken by show of hands, and the resolution adopted by 9 votes in favour, with 2 abstentions.

Votes for : Argentina, Belgium, Canada, China, Colombia, France, Syria, United Kingdom, United States of America.

Abstentions : Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics.

The PRESIDENT (*translated from French*) : I am sure that the representatives of India and Pakistan both intend to nominate their representatives as soon as possible, as provided in the resolution.

I suggest that we meet again in order to continue to examine this question as soon as the interested parties and I are able to report—very shortly, I hope—on the progress of these subsequent conversations.

If there is no objection it is so agreed.
Does no representative wish to speak?
The meeting is adjourned.

The meeting rose at 12.45 p.m.

TWO HUNDRED AND THIRTY-FIRST MEETING

*Held at Lake Success, New York,
on Thursday, 22 January 1948, at 2.30 p.m.*

Président : Mr. F. VAN LANGENHOVE (Belgium).

Present : The representatives of the following countries : Argentina, Belgium, Canada, China, Colombia, France, Syria, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, United States of America.

20. Provisional agenda (document S/Agenda 231)

1. Adoption of the agenda.
2. India-Pakistan question.

(a) Letter dated 1 January 1948 from the representative of India addressed to the President of the Security Council concerning the situation in Jammu and Kashmir (document S/628).¹

(b) Letter dated 15 January 1948 from the Minister for Foreign Affairs of Pakistan addressed to the Secretary-General, con-

bien même nous aurions, en ce qui concerne la forme, des opinions différentes — ce qui est fort possible — que cette résolution sera adoptée.

Le PRÉSIDENT : Je mets aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée et la résolution est adoptée par 9 voix avec 2 abstentions.

Votent pour : Argentine, Belgique, Canada, Chine, Colombie, France, Syrie, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le PRÉSIDENT : Je suis convaincu qu'il entre dans les intentions des représentants de l'Inde et du Pakistan de faire toute diligence possible pour la désignation de leurs représentants, ainsi qu'il est prévu dans la résolution.

Je vous propose de nous réunir de nouveau, pour la suite de l'examen de cette affaire, dès que — très prochainement je l'espère — les parties et moi-même, nous serons en mesure de faire un rapport sur le progrès des conversations ultérieures.

S'il n'y a pas d'opposition, il en est ainsi décidé.
Personne ne demande la parole ?
La séance est levée.

La séance est levée à 12 h. 45.

DEUX CENT TRENTE ET UNIÈME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New-York,
le jeudi 22 janvier 1948, à 14 h. 30.*

Président : M. F. VAN LANGENHOVE (Belgique).

Présents : Les représentants des pays suivants : Argentine, Belgique, Canada, Chine, Colombie, France, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique.

20. Ordre du jour provisoire (document S/Agenda 231)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Question Inde-Pakistan.

a) Lettre en date du 1^{er} janvier 1948, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde au sujet de la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire (document S/628).¹

b) Lettre en date du 15 jan. 1948, adressée au Secrétariat général par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan au sujet de

¹ See *Official Records of the Security Council, Third Year, Supplement for November 1948, pages 139-144.*

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, supplément de novembre 1948, pages 139 à 144.*

cerning the situation in Jammu and Kashmir (document S/646).¹

- (c) Letter dated 20 January 1948 from the Minister for Foreign Affairs of Pakistan addressed to the President of the Security Council (document S/655).

21. Adoption of the agenda

The PRESIDENT (*translated from French*) : Before submitting the provisional agenda may I draw the Council's attention to an alteration which has been made in it in consequence of a letter, dated 20 January, addressed to me by the Pakistan Minister for Foreign Affairs. The alteration—a result of this letter—is in the general description of the item on the agenda.

On this point I have today received a letter from the representative of India, which I shall ask the interpreter to read in the original English and then to translate into French.

“To the President of the Security Council

“Sir,

“I write to invite your attention to a report that has appeared in this morning's *New York Times*, which states that the item on the agenda of today's meeting of the Security Council has been changed from ‘The Jammu and Kashmir question’ to the ‘India-Pakistan question’. As you are no doubt aware, item 1 on the agenda of the Security Council has so far been described as ‘The Jammu and Kashmir question’. You are no doubt aware that it has already been decided that at today's meeting of the Security Council, the debate on item 1 of the agenda, namely, The Jammu and Kashmir question, would be continued and that the representative of India would be permitted to reply to the statement already made by the Pakistan representative. Pakistan's counter-complaint has not yet been placed on the agenda, and a debate on it can commence only after India has had an opportunity of filing her answer to it and it is formally placed on the agenda. I hope that the report appearing in the *New York Times* is not correct. It is hardly necessary for me to add that we shall take the strongest exception to the amendment of the description of the item on the agenda on which the debate is to be resumed today.

“(Signed) N. GOPALASWAMI AYYANGAR,
“Leader of the Indian Delegation
to the Security Council”

The PRESIDENT (*translated from French*) : It is not usual for parties not members of the Security Council to take part in discussions on the adoption of the agenda. I propose, however, that the Council make an exception to this custom, in view of the delicate nature of the question that the Indian representative has raised.

• If there are no objections, it is so decided.

¹ See *Official Records of the Security Council*, Third Year, Supplement for November 1948, pages 67-87.

la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire (document S/646).¹

- c) Lettre en date du 20 janvier 1948, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan (document S/655).

21. Adoption de l'ordre du jour

Le PRÉSIDENT : J'ai à soumettre au Conseil l'ordre du jour provisoire. Mais je dois, à ce propos, attirer son attention sur une modification qui a été apportée à la suite de la lettre, en date du 20 janvier, qui m'a été adressée, par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan ; cette modification — conséquence de la lettre en question — concerne le titre général du point à étudier.

J'ai reçu aujourd'hui à ce sujet une lettre du représentant de l'Inde, dont je vais demander à l'interprète de lire le texte original en anglais et de le traduire ensuite en français.

« A Monsieur le Président du Conseil de sécurité

« Monsieur,

« Je vous écris pour attirer votre attention sur une nouvelle parue ce matin dans le *New York Times* qui signale que le point inscrit à l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui du Conseil de sécurité a été modifié et n'est plus « La question de Jammu et Cachemire », mais « Question Inde-Pakistan ». Vous n'êtes pas sans savoir que le point 1 de l'ordre du jour du Conseil de sécurité a été jusqu'à présent intitulé « La question de Jammu et Cachemire ». Vous savez sans doute également qu'il a déjà été décidé qu'au cours de la séance d'aujourd'hui, le Conseil de sécurité poursuivrait les débats sur le point 1 de l'ordre du jour, c'est-à-dire sur la question de Jammu et Cachemire, et que le représentant de l'Inde aurait la possibilité de répondre à la déclaration faite précédemment par le représentant du Pakistan. Les contre-accusations formulées par le Pakistan n'ont pas encore été inscrites à l'ordre du jour, et un débat à leur sujet ne pourra s'instituer qu'après que l'Inde aura eu l'occasion de déposer sa réponse et que la question aura été inscrite officiellement à l'ordre du jour. J'ose espérer que la nouvelle qui a paru dans le *New York Times* n'est pas exacte. J'ai à peine besoin d'ajouter que nous nous opposerons très énergiquement à une modification du libellé de la question figurant à l'ordre du jour, sur laquelle le débat doit reprendre aujourd'hui.

« (Signé) N. GOPALASWAMI AYYANGAR,
« Chef de la délégation de l'Inde au
Conseil de sécurité »

Le PRÉSIDENT : Il n'est pas d'usage que les parties qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité participent aux discussions que peut soulever l'approbation de l'ordre du jour. Cependant, je propose au Conseil de faire exception à cet usage, étant donné le caractère délicat de la question soulevée par le représentant de l'Inde.

S'il n'y a pas d'observation à ce sujet, il en sera ainsi décidé.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, troisième année, supplément de novembre 1948, pages 67 à 87.

Mr. GOPALASWAMI AYYANGAR (India) : The item on the agenda on which the debates have so far proceeded has been described throughout as "The Jammu and Kashmir question". For the first time, this heading has been changed in the provisional agenda to "The India-Pakistan question". The justification for this change has been said to be the receipt of a letter from the representative of Pakistan dated 20 January 1948 [document S/655]. The first sentence of this letter is as follows : "I beg to request that a meeting of the Security Council may be called at as early a date as possible to consider the situations (other than the Jammu and Kashmir situation) set out in my letter dated 15 January 1948 addressed to the Secretary-General."¹

This letter, therefore, refers to situations other than the Jammu and Kashmir situation, which we have been debating all these days.

If I may draw the attention of the Security Council to incidents that have happened in the course of this debate, I would hark back immediately to what the President said when he adjourned the last meeting of the Security Council. He said : "I propose that we meet again to resume our consideration of this question . . ." The words "this question" can have had no meaning other than the Jammu and Kashmir question, which we were debating on that day.

If the Security Council looks at what the representative of Pakistan said in this connexion, it will find that in the letter dated 15 January 1948, with which he submitted a set of three documents [document S/646], he contemplated that the document relating to the counter-complaint of Pakistan against India was to be taken up separately.

In the speech of the representative of Pakistan on 16 January 1948 [228th meeting], he said very categorically :

"The question of Kashmir has been taken up by the Security Council, as it was bound to be, having been referred to the Council earlier than the other questions which Pakistan has raised. I shall therefore, at this stage, confine my submission to the question of Kashmir. However, as I have already said, in order to appreciate the Kashmir situation it is essential to view it against its proper background. It is not an isolated incident. At this stage, therefore, I shall touch upon other matters only so far as they are relevant to a proper appreciation of the Kashmir question. I shall develop the rest of my case when its consideration is taken up by the Security Council."

¹ The rest of the letter reads : "All these situations have led to a very acute crisis between India and Pakistan. More particularly the continued occupation by the armed forces of India of the State of Junagadh, which is part of Pakistan, and the oppression and spoliation of its Muslim population constitute a *casus belli* and may necessitate military action on the part of Pakistan unless urgent action is taken by the Security Council."

"(Signed) ZAFRULLAH KHAN,
Minister of Foreign Affairs
Government of Pakistan."

M. GOPALASWAMI AYYANGAR (Inde) (*traduit de l'anglais*) : Le point de l'ordre du jour sur lequel ont porté nos débats antérieurs a toujours été intitulé, jusqu'à présent, « La question de Jammu et Cachemire ». Voici que pour la première fois ce titre a été modifié et est devenu « Question Inde-Pakistan ». On a, pour justifier cette modification, invoqué une lettre du représentant du Pakistan en date du 20 janvier 1948 [document S/655]. La première phrase de cette lettre dit ceci : « J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir convoquer, pour une date aussi rapprochée que possible, une réunion du Conseil de sécurité en vue d'examiner les situations (autres que celle existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire) exposées dans ma lettre du 15 janvier 1948 au Secrétaire général »¹.

Cette lettre se réfère donc à des situations autres que celle existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire, et qui a fait l'objet de tous nos débats précédents.

S'il m'est permis d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur certains points particuliers de ces débats, je rappellerai tout de suite ce qu'a dit le Président avant d'ajourner la dernière réunion du Conseil. Voici ses mots : « Je vous propose de nous réunir de nouveau, pour la suite de l'examen de cette affaire... » Les mots « cette affaire » n'ont pu se référer qu'à l'affaire de Jammu et Cachemire, qui est celle que nous avons débattue ce jour-là.

Si le Conseil veut bien examiner la déclaration qu'a faite à ce sujet le représentant du Pakistan, il constatera que dans sa lettre du 15 janvier 1948, à laquelle il avait joint une série de trois documents [document S/646], le représentant du Pakistan envisageait que le document qui contient les contre-accusations du Pakistan devait être examiné à part.

Dans son discours du 16 janvier 1948 [228^e séance], le représentant du Pakistan a dit très catégoriquement :

« Le Conseil de sécurité a examiné la question du Cachemire comme il était tenu de le faire, puisque cette question lui a été soumise avant les autres questions qu'a soulevées la délégation du Pakistan. Je m'en tiendrai donc, pour l'instant, à la question du Cachemire. Toutefois, ainsi que je l'ai déjà fait observer, pour juger correctement de la situation existant au Cachemire, il importe de l'examiner sous ses perspectives réelles. Il ne s'agit pas d'un incident isolé. A ce stade des débats, je ne toucherai donc à d'autres questions que dans la mesure où elles sont utiles pour juger correctement de la situation du Cachemire. Je développerai le reste de ma thèse lorsque le Conseil de sécurité se sera saisi de la question. »

¹ Le reste de la lettre est rédigé comme suit : « Toutes ces situations ont amené une crise extrêmement aiguë dans les relations entre l'Inde et le Pakistan. Plus particulièrement la continuation de l'occupation, par les forces armées de l'Inde, de l'Etat de Junagadh, qui fait partie du Pakistan, et l'oppression et les spoliations dont est victime la population musulmane de cet Etat constituent un *casus belli* et pourront nécessiter une action militaire de la part du Pakistan, à moins que le Conseil de sécurité ne prenne des mesures d'urgence.

« (Signé) ZAFRULLAH KHAN,
Ministre des Affaires étrangères du
Gouvernement du Pakistan. »

I may also refer to what I had to say the day before yesterday on the question of the heading given to the draft resolution that was placed before the Security Council. I insisted that the resolution had to be confined to the Jammu and Kashmir question, and the Security Council agreed that for the time being we were concerned only with the Jammu and Kashmir question.

The letter of Sir Mohammed Zafrullah Khan of 20 January 1948 refers to situations other than the Jammu and Kashmir question. India does not contend that those situations should not be placed on the agenda of the Security Council. It is quite willing that those situations should be placed before the Security Council, but that step has not been taken yet. It would be wrong, in my opinion, merely on the strength of a request from Sir Zafrullah Khan that those questions should be put down for a meeting of the Security Council at an early date, to change the heading, and, therefore, the content of the matter on which the debate has proceeded so far.

I am quite willing, on behalf of India, for that particular question to be included on the agenda of the Security Council as soon as possible. I have already informed the President of the Security Council that, due to the fact that this complaint was first put into our hands only after we arrived here, and as we had to communicate with our Government both for authority and for the material necessary to answer the wide ground covered by this counter-complaint, we have to take a little time to file our answer. We hope, however, to be able to do so in the course of the next few days.

When our answer is filed and Sir Zafrullah Khan makes his statement on that counter-complaint and we reply to his statement, then the Security Council can proceed to debate that part of the affair in as elaborate a fashion as it may desire.

But at the present moment, I asked the President for this meeting of the Security Council for the purpose of resuming the debate which was suspended the day before yesterday, and he was good enough to call a meeting for today in order to resume that debate. The mere resumption of that debate and the receipt of the kind of letter that has been sent by Sir Mohammed Zafrullah Khan cannot be a justification for altering the description of the item on the agenda, and, therefore, changing the content of this debate.

We are very keen, as is known, to get on with the discussion of the Jammu and Kashmir question as soon as possible, and perhaps if we are able to arrive at decisions which might be acceptable to both parties, all that is said in the counter-complaint might disappear from controversy altogether. But I do not want to anticipate what we might say in regard to that counter-complaint.

It is very important that the provisional agenda should not be approved as it has been placed before the Security Council, but that the original heading should be restored. If the President of the

Je me permets également de rappeler ce que j'ai dit au cours de la réunion d'avant-hier sur la question du titre donné au projet de résolution présenté au Conseil de sécurité. J'ai insisté pour que la résolution se limite à la question de Jammu et Cachemire, et le Conseil a décidé que, pour l'instant, nous nous occuperions uniquement de cette question.

La lettre de Sir Mohammed Zafrullah Khan du 20 janvier 1948 se réfère à des questions autres que celle de la situation existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire. La délégation de l'Inde ne s'oppose pas à ce que ces questions soient inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Elle accepte très volontiers que ces questions soient soumises au Conseil; mais le fait est qu'elles n'ont pas, jusqu'à présent, été inscrites à l'ordre du jour. Il ne serait pas juste, à mon sens, que, sur une simple demande de Sir Zafrullah Khan tendant à ce qu'on les inscrive à une date rapprochée, on modifie le titre du point qui figurait à l'ordre du jour, et, par voie de conséquence, la substance même des débats que nous avons poursuivis jusqu'à présent.

Au nom de la délégation de l'Inde, je suis parfaitement disposé à accepter l'inscription de cette question particulière à l'ordre du jour du Conseil, à une date aussi rapprochée que possible. J'ai déjà informé le Président du Conseil de sécurité que nous aurons besoin d'un certain délai pour déposer notre réponse, étant donné que la plainte déposée par la délégation du Pakistan ne nous a été remise qu'après notre arrivée ici et qu'il nous a fallu nous mettre en rapport avec notre Gouvernement afin de lui demander les pouvoirs et la documentation nécessaires pour répondre au grand nombre de points que touche le document en question. Nous espérons cependant être en mesure de donner cette réponse d'ici quelques jours.

Lorsque nous aurons fait parvenir notre réponse, lorsque Sir Zafrullah Khan aura exposé sa thèse, et que nous lui aurons répondu, le Conseil de sécurité pourra engager un débat sur la question et l'examiner aussi longuement qu'il lui semblera utile.

Mais, pour l'instant, j'ai demandé au Président de bien vouloir convoquer la présente séance afin de reprendre les débats interrompus avant-hier, et le Président y a bien volontiers consenti. Le seul fait que nous reprenions ces débats et que l'on ait reçu une lettre comme celle adressée au Président par Sir Mohammed Zafrullah Khan ne saurait justifier la modification du libellé de la question inscrite à notre ordre du jour et, par conséquent, la modification de la substance même du débat.

Comme on le sait, nous tenons à poursuivre la discussion de la question de Jammu et Cachemire aussitôt que possible. Si nous pouvons arriver à des décisions acceptables pour les deux parties, il n'est pas impossible que les accusations contenues dans la thèse du Pakistan disparaissent complètement en tant qu'objet de controverse. Mais je ne veux pas anticiper sur ce que je pourrais avoir à dire au sujet des contre-accusations du Pakistan.

Il importe que le libellé actuel de l'ordre du jour provisoire soumis au Conseil de sécurité ne soit pas approuvé et que le titre antérieur soit rétabli. Si le Président du Conseil de sécurité

Security Council desires to place Sir Mohammed Zafrullah Khan's letter on the agenda, I have no objection, but that cannot be part of the item which is already on the agenda. The difference between making it a part of that item and making it a separate item is that if it is made a separate item, as I contend it should be, it could be discussed only after the first item had been disposed of, and it could not be discussed as part of the first item.

I wish to make it clear that India is not trying to avoid any issue that Pakistan may have raised in its counter-complaint. We are quite willing to answer the whole of their case, and we shall do so in due course. But I would ask the Security Council to get on with the work it has already started in the investigation of the Jammu and Kashmir question, and to see that this debate is brought to a conclusion as early as possible. I hope that conclusion will be one which will eventually be acceptable to both parties.

If, however, the title of this item on the agenda is to be changed and the range of debate is to be widened, then we shall have to consider what we should do if such a decision is taken by the Security Council. Obviously, we cannot get on with the debate today unless it is confined to the Jammu and Kashmir question.

I hope the Security Council will understand the spirit in which I have pleaded for the restoration of the item on the agenda as it has been before us all these days. I hope the Security Council will agree with me.

The PRESIDENT (*translated from French*) : To prevent the discussion from straying it will be better to confine it to the question of the terms of the provisional agenda.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom) : Since my legal adviser, Mr. Bathurst, called my attention to the item as it now stands on the agenda, to the change in the heading, I have taken the trouble to inquire how the item came to be included in the agenda as it now stands. I understand that the heading of the item was decided upon by the President and the Secretariat. I am certain, of course, that the change was made in complete good faith, and I understand very well, I think, the arguments in favour of that change which seemed convincing to the President.

However, if I had been in the President's place — and I am very glad that I was not — I think I should have handled the matter differently. Broadly, I agree with the representative of India. I think that I should have arranged the agenda as follows :

“ 1. Adoption of the agenda.

“ 2. The Jammu and Kashmir question.

“ (a) Letter dated 1 January 1948 from the representative of India to the President of the Security Council concerning the situation in Jammu and Kashmir (document S/628).

désire inscrire à notre ordre du jour la lettre de Sir Mohammed Zafrullah Khan, je n'y vois pas d'objection, mais ce point ne relève pas de la question qui figure déjà à l'ordre du jour. Entre les deux façons de procéder, il y a une différence qui est la suivante : si la lettre de Sir Mohammed Zafrullah Khan fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour — ce qui, à mon avis, serait la bonne façon de procéder — ce point ne pourrait être discuté qu'une fois terminé l'examen du premier point de notre ordre du jour; il ne pourrait être discuté comme une partie de ce premier point.

Je tiens à indiquer clairement que la délégation de l'Inde ne cherche pas à éluder les questions que pourrait soulever la contre-accusation de la délégation du Pakistan. Nous sommes tout à fait prêts à répondre à toutes ces accusations et nous ne manquerons pas de le faire en temps voulu. Mais je demanderai au Conseil de sécurité de poursuivre l'examen, déjà commencé, de la question de Jammu et Cachemire et de faire en sorte que ce débat soit terminé le plus rapidement possible. J'espère que le débat aboutira à une décision acceptable pour les deux parties.

Si, au contraire, le Conseil de sécurité décidait de modifier le titre du point de l'ordre du jour et, de cette manière, élargissait nos débats, la délégation de l'Inde se verrait obligée de reconsidérer sa position. Il est évident que nous ne pourrions poursuivre les débats d'aujourd'hui qu'à condition qu'ils soient limités à la question de Jammu et Cachemire.

J'espère que le Conseil de sécurité a compris dans quel esprit je demande que le titre antérieur du point inscrit à notre ordre du jour soit rétabli. J'espère que le Conseil de sécurité m'approuvera.

Le PRÉSIDENT : Pour éviter que la discussion ne s'égare, il conviendrait qu'elle restât limitée au libellé de l'ordre du jour provisoire.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*) : M. Bathurst, mon conseiller juridique, ayant attiré mon attention sur le libellé actuel du point inscrit à notre ordre du jour, je me suis enquis des raisons de ce changement de titre. Il paraît que le titre actuel a été décidé par le Président, de concert avec le Secrétariat. Je suis certain, bien entendu, que la modification a été faite en toute bonne foi et je crois comprendre parfaitement les motifs qui, dans l'esprit du Président, ont milité en faveur de cette modification.

Toutefois, si j'avais été à la place du Président — Dieu merci, je n'y étais pas — il me semble que j'aurais procédé différemment. Je suis en effet d'accord, dans l'ensemble, avec le représentant de l'Inde. J'aurais, me semble-t-il, rédigé l'ordre du jour comme suit :

« 1. Adoption de l'ordre du jour.

« 2. La question de Jammu et Cachemire.

« a) Lettre en date du 1^{er} janvier 1948, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde, au sujet de la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire (document S/628);

“(b) Letter dated 15 January 1948 from the Minister of Foreign Affairs of Pakistan addressed to the Secretary-General concerning the situation in Jammu and Kashmir (document S/646).”

“3. Junagadh and other questions.

“Letter dated 20 January 1948 from the Minister of Foreign Affairs of the Government of Pakistan addressed to the President of the Security Council (document S/655).”

I think I agree broadly with the representative of India that we shall conduct our affairs best if we keep the question of Kashmir separate, deal with it first, and then deal with Junagadh and the other matters. Of course, it is altogether open to the representative of Pakistan to do again what he did in his first great speech : illustrate his argument about Kashmir by other situations—for example, if he so desires, the situation in Junagadh. That is entirely his right, and no one—least of all, the representative of India—would desire to deny it. However, we must ask what is most likely to achieve the object which we all have in view—and the object which we all have in view is to clear up all the questions in dispute between India and Pakistan.

I believe that if we pursue the question of Kashmir actively, immediately, and with a determination to achieve a result now—within a few hours or days—then, when we have achieved that result, the question of Junagadh and other questions may look quite different. They may be settled more easily. I do not know that this will happen, but it is possible that Kashmir will serve as a model for some other situation. Perhaps it may not be necessary to discuss the other matters here at all, because the Governments may be able to arrange them between themselves.

I therefore hope that the Security Council will agree to arrange the agenda as I have just suggested that I should have arranged it. If it is desired, I shall make a formal proposal to that effect. At this point, however, I should like to amplify what I have said by referring to something that was mentioned by the representative of India. He said that the other questions could be discussed only after the question of Kashmir had been disposed of. That is the plan which I think right. But it means, of course, that the question of Kashmir must be disposed of without delay. We cannot deny to the representative of Pakistan the right to raise a matter which he thinks urgent, and his letter of 20 January makes it quite plain that there are other questions which he thinks urgent. We cannot, I say, deny him that right by having the discussion of the Kashmir question unduly prolonged, without any proper progress being made. Therefore, in proposing—with all

« b) Lettre en date du 15 janvier 1948, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, au sujet de la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire (document S/646).

« 3. Question du Junagadh et autres questions.

« Lettre en date du 20 janvier 1948, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement du Pakistan (document S/655). »

Il me semble que le représentant de l'Inde a raison de penser que nous pourrions mieux conduire nos débats en traitant la question du Cachemire à part, en la réglant d'abord et en traitant ensuite la question du Junagadh et les autres questions. Bien entendu, il est parfaitement loisible au représentant du Pakistan d'agir comme il l'a fait précédemment, dans son premier grand discours, c'est-à-dire illustrer sa thèse sur le Cachemire par des exemples pris ailleurs, en mentionnant la situation qui existe dans l'Etat de Junagadh, si tel est son désir. C'est parfaitement son droit et personne, le représentant de l'Inde moins que quiconque, ne prétendra le lui dénier. Il faut cependant nous demander quelle est la voie que nous désirons suivre pour mieux atteindre l'objectif que nous poursuivons tous : à savoir le règlement de toutes les questions en litige entre l'Inde et le Pakistan.

Je crois que si nous poursuivons l'examen de la question du Cachemire activement et sans désespérer, si nous sommes bien résolus à aboutir à un résultat dès maintenant, c'est-à-dire dans quelques heures ou dans quelques jours, il se pourrait bien qu'une fois ce résultat obtenu, la question du Junagadh et d'autres questions analogues nous apparaissent sous un aspect tout à fait différent. Il est possible qu'alors on soit en mesure de les régler plus facilement. Je ne prétends pas affirmer que c'est ce qui va se produire; mais il n'est pas impossible que la solution que nous adopterons pour la question du Cachemire serve de modèle pour une situation différente. Il se pourrait qu'il ne fût pas nécessaire du tout de discuter des autres questions au Conseil de sécurité, si les Gouvernements en cause parvenaient à s'entendre par voie de négociations directes.

J'espère donc que le Conseil de sécurité voudra bien accepter de modifier l'ordre du jour dans le sens que j'ai indiqué il y a quelques instants. Au besoin, je présenterai une proposition formelle. Je tiens toutefois à souligner plus nettement ce que je viens de dire en reprenant une remarque faite par le représentant de l'Inde. Celui-ci a dit que les autres questions ne pourraient être discutées qu'une fois réglée la question du Cachemire. C'est, à mon sens, la procédure qu'il convient d'adopter. Mais alors, il s'agit, bien entendu, de régler cette question aussi rapidement que possible. On ne saurait dénier au représentant du Pakistan le droit de soulever les questions qu'il considère comme urgentes, et sa lettre du 20 janvier indique très clairement qu'à son avis, il existe d'autres questions d'un caractère urgent. On ne saurait, je le répète, lui dénier ce droit en prolongeant outre mesure et sans faire de réels progrès, la discussion au sujet de la question du Cache-

respect to our President, and with a full understanding of the reasons why the agenda stands as it does—that we rewrite that agenda, I also express the hope that the President will bring the parties together again very quickly and will proceed with negotiations for a final settlement of the Kashmir problem on the basis which was previously discussed.

The PRESIDENT (*translated from French*) : To avoid a protracted debate on the adoption of the agenda, I should be grateful if the representative of the United Kingdom would make a formal proposal, which I shall then submit for the Council's approval.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom) : I have already explained how I should frame the proposal. I believe the Security Council understood me. I request that this proposal now be submitted to the Security Council.

Mr. EL-KHOURI (Syria) : The judicial practice is well known, I think, to all the members of the Council, that when a principal claim is submitted to any court of justice, the other party is free at any time to submit a counter-claim which is relative to the principal claim. The first duty of the tribunal hearing such a case is to determine whether the principal claim and counter-claim are related to each other to such an extent that they can be unified into one case. In that event the claims can be dealt with as one case, and they can be solved by one resolution. One judgment can cover both claims, or, if the claims are not related to each other, they can be dealt with separately.

I think that the formulation of the agenda, as prepared by the Secretariat and the President of the Security Council, is correct in this case, because a claim was submitted by the Indian Government concerning the Jammu and Kashmir question, and at the same time—even before the first meeting of the Security Council on that question—a counter-claim was submitted by the representative of Pakistan. The representative of Pakistan considered that this counter-claim was related to the first claim, and that they should be considered simultaneously.

I believe that the President of the Security Council and the Secretariat were correct in submitting both cases on the same agenda item, leaving to the Security Council the decision as to whether these two claims were related to each other, whether they were within the same framework and could be given a single solution by one resolution which would cover both of them.

The first decision which the Security Council can take is to unify the claims into one case; however, the Security Council would be free also to decide that the claims are not related to that extent. In the latter event, the claims would be dealt with separately—although it would not necessarily be the case that the counter-claim would be taken up after the solution of the principal claim. The claims may be considered at the same time—one at one meeting, and the other at

mire. Si, par conséquent, avec tout le respect dû au Président, je propose que l'on modifie l'ordre du jour, — encore que je comprenne parfaitement les raisons qui ont déterminé le changement actuel — j'exprime en même temps l'espoir que le Président réunira à nouveau sans tarder les deux parties en cause, afin de poursuivre les négociations en vue d'un règlement définitif du problème du Cachemire sur la base des discussions antérieures.

Le PRÉSIDENT : Pour éviter que ce débat sur l'approbation de l'ordre du jour ne se prolonge, je serais reconnaissant au représentant du Royaume-Uni de présenter une proposition formelle que je soumettrai à l'approbation du Conseil.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*) : J'ai déjà expliqué la façon dont je formulerai ma proposition. Je pense que les membres du Conseil m'ont bien compris. Je demande que cette proposition soit soumise au Conseil.

M. EL-KHOURI (Syrie) (*traduit de l'anglais*) : Je crois que la pratique juridique est bien connue de tous les membres du Conseil : lorsqu'une plainte principale est soumise à un tribunal par une partie, la deuxième partie est libre de présenter à tout moment une contre-accusation qui se trouve liée à la plainte principale. Le premier devoir du tribunal qui connaît d'un cas de ce genre est de déterminer si la plainte principale et la thèse adverse sont liées entre elles assez étroitement pour pouvoir être considérées comme un seul cas. S'il en est ainsi, un jugement unique peut résoudre les deux cas ; dans le cas contraire, c'est-à-dire si les deux thèses ne sont pas liées entre elles, elles doivent être traitées comme deux cas séparés.

A mon avis, dans le cas qui nous occupe, l'ordre du jour qui a été rédigé par le Secrétariat et le Président du Conseil de sécurité est correct. En effet, le Gouvernement de l'Inde avait soumis une plainte au sujet de la question de Jammu et Cachemire, et simultanément — avant même la première réunion du Conseil de sécurité à ce sujet — le représentant du Pakistan a soumis une contre-accusation. Le représentant du Pakistan estime que cette contre-accusation est liée à l'accusation première et que les deux doivent être examinées en même temps.

Je crois que le Président du Conseil de sécurité et le Secrétariat ont eu raison de les inscrire toutes deux au même ordre du jour, laissant au Conseil de sécurité le soin de décider si elles sont bien liées entre elles et si une même résolution peut résoudre les deux questions.

La première décision que peut prendre le Conseil de sécurité est d'unifier les deux plaintes, de façon qu'elles fassent partie d'une même cause. Toutefois, le Conseil de sécurité pourrait également décider que les deux plaintes ne sont pas liées au point de pouvoir être traitées comme un seul cas. Dans ces conditions, les deux plaintes seront traitées séparément, ce qui ne veut pas dire nécessairement que l'on n'abordera l'examen de la contre-accusation qu'après que la plainte

another meeting. In any case I think the Security Council should discuss first whether these two claims are related to each other, and should be dealt with as one case and decided upon in one resolution. Therefore, the proposal submitted by the representative of the United Kingdom to consider the claims separately, I think, leads to the conclusion that the representative of the United Kingdom considers that the claims are not related to each other to such an extent as to warrant unification.

The representative of the United Kingdom did not speak about the relationship between the claims. If he considered them not related to each other, his suggestion would be correct; but if he considered that they were linked to each other, then his proposal to have the claims discussed and decided separately would not be correct.

Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics) (*translated from Russian*): I also noticed that the Jammu-Kashmir item, which was on our agenda last meeting, has disappeared today, although we know that only the Council can delete any item from the Council's agenda. The Council has not deleted this item; hence, the former Jammu-Kashmir item should be included in our agenda.

With regard to the new letter from the Pakistani representative, I have no objection to including this letter and the question that the Pakistani Government wishes to raise in the Security Council as a separate item in our agenda—I would stress that it would be a separate item of our agenda, since it would be incorrect (in this respect I am in agreement with the Indian representative) to combine the substance of the question of the situation in Kashmir with the general problem of the relations between India and Pakistan.

The question of the situation in the Jammu-Kashmir State should have a separate status and should remain on the agenda as such until the Council concludes its debates, while the letter from the Pakistani representative, received yesterday by the Security Council, should be included as a separate item of the agenda; for instance, as the third item.

Mr. ARCE (Argentina) (*translated from Spanish*): I am very sorry to have to disagree with the opinion of the distinguished representative of the United Kingdom, who has submitted a proposal to alter the agenda—especially as his view is supported by a legal opinion, and I have a great respect for legal opinions.

We must remember, however, that this is not a court of justice but a political body, which must be governed by fixed rules but cannot pay too much attention to trifling details of form, particularly when they do not involve major questions of principle.

principale aura reçu une solution. Les deux plaintes pourront être examinées en même temps, l'une au cours d'une séance, l'autre au cours d'une autre séance. Quoi qu'il en soit, j'estime que le Conseil de sécurité doit d'abord se prononcer sur la question de savoir si les deux plaintes sont liées l'une à l'autre, c'est-à-dire s'il faut les traiter comme un seul cas et les régler par une seule résolution. Je crois donc que la proposition présentée par le représentant du Royaume-Uni d'examiner les deux plaintes séparément ne permet que la conclusion suivante: le représentant du Royaume-Uni estime que les deux plaintes ne sont pas suffisamment liées entre elles pour justifier leur règlement par une seule solution.

Le représentant du Royaume-Uni n'a pas parlé du lien existant entre les deux plaintes. S'il estime que celles-ci ne sont pas liées entre elles, sa proposition est justifiée; si, au contraire, il estime qu'elles sont liées, la proposition tendant à une discussion et à des décisions séparées n'est pas justifiée.

M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) (*traduit du russe*): J'ai remarqué, moi aussi, que la question de Jammu et Cachemire, qui figurait à l'ordre du jour de notre dernière séance, en a disparu aujourd'hui. Or, on sait que seul le Conseil de sécurité a qualité pour supprimer tel ou tel point de l'ordre du jour. Le Conseil de sécurité ne l'a pas fait. Par conséquent, la question de Jammu et Cachemire figure toujours à notre ordre du jour.

Quant à la nouvelle lettre du représentant du Pakistan, je ne vois pas d'objections à ce que cette lettre et les questions que le Gouvernement du Pakistan désire soumettre au Conseil de sécurité figurent à notre ordre du jour. Toutefois, cette lettre doit faire l'objet d'un point particulier de l'ordre du jour, je dis bien, d'un point particulier, car il ne faudrait pas (et en cela, je suis d'accord avec le représentant de l'Inde) que nous puissions perdre de vue le fond de la question de Jammu et Cachemire en incorporant cette question au problème plus général des relations entre l'Inde et le Pakistan.

La question de la situation qui s'est créée dans l'Etat de Jammu et Cachemire doit être traitée comme une question indépendante; c'est à ce titre qu'il faut la maintenir à l'ordre du jour aussi longtemps que le Conseil de sécurité n'en a pas achevé l'examen. Quant à la lettre que le Conseil de sécurité a reçue hier du représentant du Pakistan, c'est là une autre question indépendante qui devrait, elle aussi, figurer à notre ordre du jour, à titre de point 3, par exemple.

M. ARCE (Argentine) (*traduit de l'espagnol*): A mon grand regret, je ne puis me ranger à l'avis du représentant du Royaume-Uni qui nous a présenté une proposition tendant à modifier l'ordre du jour. Je le regrette d'autant plus que son avis se fonde sur celui d'un juriste et que je respecte beaucoup les avis de juristes.

Il ne faut cependant pas oublier que le Conseil n'est pas une cour de justice, qu'il est un organisme politique qui doit sans doute se plier à des règles fixes, mais qui ne peut s'attacher de façon excessive à de menus détails de forme, surtout quand ces détails ne correspondent pas à de grandes questions de fond.

The situation of India and Pakistan seems to me to be more complicated than some members of the Council have tried to make out. I have no special information concerning the result of the exercise of the good offices of the President of the Council with the representatives of Pakistan and India. But seeing that we are assembled here and that the representative of Pakistan has sent us this letter requesting the Council to consider the charges, innumerable charges, formulated a few days ago against the Government of India, it would appear that the negotiations have not been very successful. I am afraid that if we were to try to deal with the question of Jammu and Kashmir apart from other Indian questions, we should never settle anything, and we should be allowing the war to continue and committing a flagrant injustice against these two new Members of the United Nations.

I have the impression that this is a conflict which might be divided into as many as ten different parts, and that there are some who would wish us to deal with only one-tenth, leaving the rest aside. Obviously, if we do not attempt to solve all the difficulties, we shall be unable to solve even the tenth part of the small war which has broken out between Pakistan and India.

For the rest, though I do not know whether the statements of the representative of Pakistan, which we have just heard, are correct or incorrect, it is obvious that just as we cannot cover up the sky with a sieve neither can we close our eyes to what is there before us. The India-Pakistan problem includes at least ten or twelve points, and the Security Council should take them as a whole, for having been informed of them, it cannot ignore one and deal with another merely because that is the only one which has been *officially* brought before the Council.

Furthermore, we need only read a little of document II, submitted to the Council by the Pakistan Government on 15 January 1948 [*document S/646*] to realize that these claims have been put before us by the Government of Pakistan, at least implicitly, if not expressly. I have underlined the main ones here. I repeat, we cannot shut our eyes to these questions and ignore them; but supposing that, in order to conform to all the rules of procedure of a high court of justice, we were to take the question of Jammu and Kashmir first and the other questions afterwards, it is obvious that the Council could not deal with them separately but would be obliged to consider them as a whole.

It seems to me therefore that this discussion is irrelevant, especially as the Indian representative has already asked for an opportunity to reply to the charges made by the representative of Pakistan.

But let us suppose that this is a court of justice. I do not know how it would be in other countries, but in my own, when a claim and counter-claim are presented, the two are not filed as separate suits; the judge settles the two together on their merits.

La situation de l'Inde et du Pakistan me semble beaucoup plus compliquée que ne voudraient le faire croire au Conseil certains de ses membres. Je n'ai pas de renseignements particuliers sur l'issue des bons offices exercés par le Président du Conseil entre le représentant du Pakistan et celui de l'Inde. Mais si nous sommes réunis ici et si le représentant du Pakistan nous a adressé une lettre pour demander au Conseil de prendre en considération les accusations, les innombrables accusations portées, il y a quelques jours, contre le Gouvernement de l'Inde, c'est sans doute que ces entretiens n'ont pas suivi un cours très satisfaisant. Si nous cherchions à traiter la question de Jammu et Cachemire en la séparant des autres questions relatives à l'Inde, je crains que nous n'en résolvions pas une, que nous ne laissions la guerre se poursuivre et ne commettions une injustice flagrante au préjudice des deux nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Voici comment je me représente la situation. Nous avons là une guerre que l'on pourrait diviser mettons en dix dixièmes, et certains désirent que nous n'examinions qu'un seul des dixièmes, sans nous occuper des neuf autres. Il est évident que si nous ne résolvons pas toutes les difficultés, nous ne pourrions pas résoudre celle que présente le dixième de cette guerre locale qui a éclaté entre le Pakistan et l'Inde.

D'ailleurs, après avoir entendu les déclarations du représentant du Pakistan, dont je ne sais si elles sont exactes ou inexactes, il est évident que nous ne pouvons pas jouer à l'autruche ou nous bander les yeux. Ce litige entre l'Inde et le Pakistan a au moins dix ou douze aspects, et le Conseil de sécurité doit connaître de tous à la fois, car, dès l'instant qu'il en a connaissance, il ne peut fermer les yeux sur l'un et ne s'occuper que de l'autre, sous prétexte que c'est le seul dont on l'ait *officiellement* saisi.

Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur le document II présenté au Conseil, le 15 janvier 1948 [*document S/646*], par le Gouvernement du Pakistan, pour savoir que, s'il n'a pas formulé ses réclamations explicitement, elles sont pourtant implicitement présentes; j'en ai relevé quelques-unes, les principales. Je le répète, nous ne pouvons nous bander les yeux et ne pas tenir compte de ces questions; supposons cependant que, pour satisfaire à toutes les règles de procédure d'une Haute cour de justice, il faille placer en tête la question de Jammu et Cachemire et ensuite les autres, il n'en serait pas moins évident que le Conseil ne saurait les traiter séparément, mais devrait les traiter ensemble.

C'est pourquoi il me semble que ce sont là discussions byzantines, d'autant plus que le représentant de l'Inde a déjà demandé à pouvoir répondre aux accusations portées contre son pays par le représentant du Pakistan.

Supposons maintenant que le Conseil soit un tribunal. Je ne connais pas la procédure suivie par d'autres pays, mais en Argentine, lorsqu'il y a plainte et que le défendeur dépose une plainte reconventionnelle, on ne constitue pas deux dossiers distincts mettant la plainte d'un côté, la reconvention de l'autre, mais le juge tranche les deux litiges en même temps selon leur bien-fondé.

For these reasons, and because I feel keenly that we are shirking a very serious matter in which the representatives of Pakistan and India appear not to have reached agreement—though I cannot be certain about that as the President has told us nothing—I cannot vote in favour of the motion presented by my distinguished colleague, the representative of the United Kingdom. But even if his proposal is accepted, I wish to state now that I shall present a concrete proposal for the consideration of all the questions at issue between Pakistan and India together.

I think that if the negotiations have not been successful (I do not know, but I suspect that they have not), the reason is precisely that they have not been dealt with as a whole. To give only one instance, if we followed this course we should be leaving unsettled the question of the aggression of which, according to the Pakistan representative's statements, the Government of India has been guilty in taking possession of the Junagadh peninsula—which, indeed, as I see from this map kindly furnished me by the Indian delegation, is within the boundaries of India, just as Kashmir is. The question would remain unsettled, since the Prince of Junagadh is determined that the State shall become a part of Pakistan.

According to the Pakistan representative's statements, India sent in an army and took control of the whole territory, though I do not know whether the Prince was expelled. If that is not aggression, if that is not war, if anyone thinks that we should close our eyes to these things, I for my part cannot assent to such a procedure. I shall vote for consideration of all the points in the India-Pakistan problem, including that of the mail which has been mentioned here, the financial question, and all the other questions.

If these problems had been solved before 15 August last year, many unpleasant things would have been avoided, the first being the manner in which the new dominions of India and Pakistan were admitted to membership of the United Nations.

Mr. LÓPEZ (Colombia) : I should like to support the position taken by the President in regard to this matter. To my mind it is perfectly clear ; it seems to me that we are discussing today the other end of an argument that we had on a previous occasion.

At the previous meeting of the Security Council, the representative of Pakistan was trying to make sure—so it seemed to me—that the Security Council would in due course take up the discussion of the other matters which he wanted to bring before the Security Council, and today the representative of India—if I do not misunderstand his position—wants to make sure that we discuss the Jammu and Kashmir situation first.

The representative of India has made it very clear that he does not object to the discussion being broadened to include other situations which the representative of Pakistan may wish to bring before the Security Council. The representative of India, however, made the very legitimate request

Pour ces raisons, et parce que je songe avec une vive inquiétude que nous sommes en train d'étouffer une affaire très grave sur laquelle les représentants du Pakistan et de l'Inde n'ont pu se mettre d'accord (je n'en suis pas sûr, car le Président ne nous a rien communiqué à ce sujet), je ne pourrai voter en faveur de la proposition déposée par mon collègue, le représentant du Royaume-Uni. Et même, au cas où cette proposition rencontrerait un accueil favorable, j'annonce dès maintenant que je compte présenter une proposition expresse demandant l'examen en bloc de tous les litiges entre le Pakistan et l'Inde.

Je suis d'avis que, si les pourparlers ne sont pas en bonne voie — je ne suis pas sûr qu'ils ne le soient pas, mais je le présume — c'est que l'on refuse d'examiner les questions en bloc. Supposons par exemple, pour ne citer qu'un cas, que nous ne résolvions pas la question de l'agression que le Gouvernement de l'Inde, d'après les déclarations du représentant du Pakistan, a commise pour s'emparer de la presqu'île de Junagadh — je constate d'ailleurs, sur la carte que m'a aimablement donnée la délégation de l'Inde, qu'elle se trouve à l'intérieur des frontières de l'Inde, tout comme le Cachemire), la question demeurerait pendante, puisque le prince de cet Etat s'est prononcé pour le rattachement au Pakistan.

L'Inde a donc envoyé des forces armées dans la presqu'île ; je ne sais si elle en a expulsé le prince, comme l'a déclaré le représentant du Pakistan, mais elle s'est emparée de tout le territoire. S'il n'y a pas là agression, si ce n'est pas une guerre, si certains pensent que, devant ces faits, nous devons nous bander les yeux, je ne puis, pour ma part, approuver cette attitude. Je voterai donc pour que toutes questions en litige entre l'Inde et le Pakistan, y compris celle de l'administration des services postaux déjà mentionnée ici, la question financière, toutes enfin, reçoivent une solution.

Si nous avions résolu ces questions avant le 15 août de l'année dernière, nous aurions évité bien des conjonctures fâcheuses, à commencer par la façon dont les nouveaux Dominions, l'Inde et le Pakistan, ont été admis à l'Organisation des Nations Unies.

M. LÓPEZ (Colombie) (*traduit de l'anglais*) : Je voudrais donner mon appui à la décision qu'a prise le Président en la matière. A mon sens, la question est parfaitement claire ; nous discutons aujourd'hui, je crois, l'autre face d'une question que nous avons déjà discutée précédemment.

A la dernière séance du Conseil de sécurité, le représentant du Pakistan a voulu s'assurer — si j'ai bien compris — que le Conseil aborderait, le moment venu, la discussion des autres questions dont il voulait saisir le Conseil ; aujourd'hui, si je ne me trompe, c'est le représentant de l'Inde qui veut s'assurer que nous discuterons tout d'abord la situation existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire.

Le représentant de l'Inde a souligné très nettement qu'il ne s'opposerait pas à ce que les débats soient élargis de manière à comprendre également les autres questions que le représentant du Pakistan désirerait soumettre au Conseil de sécurité. Il a cependant présenté la requête, très légitime,

that he should be allowed a little more time in which to obtain data and prepare his argument, in case we are going to take up the different matters today. That, it seems to me, is very much the same as the request originally granted to the representative of Pakistan. The representative of Pakistan also made a request for additional time to prepare his case in order to bring before the Security Council the other matters that had been brought up in the original statement of the representative of India. Therefore, there does not seem to be any difference in that respect.

The proposal that we have already accepted [document S/654, 230th meeting] provides that the commission, which the Security Council decided to set up, would first take up the question of Jammu and Kashmir, and next, the matters brought up by the Foreign Minister of Pakistan in his letter of 15 January 1948. We have agreed to set up that commission, and I suppose we are now in the process of appointing members to that commission so that it can begin its work on the Jammu and Kashmir situation.

In the meantime, I think it is perfectly proper for the representative of Pakistan to have sent his letter to the Security Council, bringing to the attention of the Security Council the other situations which the representative of Pakistan wishes the Security Council to investigate.

Therefore, it seems to me that we all agree that it is perfectly proper to discuss the general question, the India-Pakistan question which covers the two situations, the Jammu and Kashmir question originally brought to the attention of the Security Council by India, and the other situations which the representative of Pakistan wants to call to the attention of the Security Council now.

It would be perfectly in order to place the general question on the agenda as it now appears, and then, in the order in which they originally appeared, first the letter from the representative of India; second, the letter from the Minister of Foreign Affairs of Pakistan dated 15 January 1948; and, third, the letter from the Minister of Foreign Affairs of Pakistan dated 20 January 1948.

I therefore believe that once we have made it clear that the Security Council is going to consider the two situations—Jammu and Kashmir first, and the other situation afterward—there should be no further disagreement as to the way in which they are included on the agenda.

The PRESIDENT (*translated from French*): The United Kingdom representative has asked to speak on a point of order, and he therefore has priority. In order to avoid all misunderstanding, however, may I be allowed to make a brief statement to explain my position as President of the Council.

As President of the Security Council I assume responsibility for the provisional agenda, since I approved it. But I had no intention of adopting any position as regards the inter-relationship of

qu'un délai un peu plus long lui soit accordé pour lui permettre de réunir les renseignements nécessaires à la présentation de sa thèse, au cas où nous examinerions les autres questions à la séance d'aujourd'hui. Il s'agit là, à mon avis, d'une requête assez analogue à celle accordée à l'origine au représentant du Pakistan. Le représentant du Pakistan a, lui aussi, demandé un délai supplémentaire pour lui permettre de préparer sa plaidoirie, de manière à présenter au Conseil les autres questions soulevées dans la déclaration première du représentant de l'Inde. Je crois donc qu'il n'y a guère de différence à cet égard.

La proposition que nous avons déjà acceptée [document S/654, 230^e séance] prévoit que la commission instituée par la décision du Conseil examinerait d'abord la question de Jammu et Cachemire, et ensuite les questions soulevées dans la lettre adressée, le 15 janvier 1948, au Président du Conseil de sécurité, par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan. Ayant décidé de créer cette commission, il me semble que nous voilà à l'étape où il nous faut désigner les membres de la commission, de manière à lui permettre de commencer ses travaux en ce qui concerne la question de Jammu et Cachemire.

Entre temps, le représentant du Pakistan a été je crois, parfaitement dans son droit en adressant au Conseil de sécurité une lettre dans laquelle il attirait l'attention du Conseil sur les autres situations qu'il voudrait soumettre à son examen.

Il me semble donc, pour conclure, que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est parfaitement légitime de discuter de la question générale — la question de l'Inde et du Pakistan — qui englobe les deux situations : celle de Jammu et Cachemire, dont le Conseil de sécurité a été saisi à l'origine par la délégation de l'Inde, et les autres, sur lesquelles le représentant du Pakistan désire attirer maintenant l'attention du Conseil.

On agirait donc conformément à la bonne règle en inscrivant à l'ordre du jour, comme on a fait, la discussion de la question générale, et ensuite, dans leur ordre chronologique, d'abord la lettre du représentant de l'Inde, en deuxième lieu la lettre du Ministre des affaires étrangères du Pakistan en date du 15 janvier 1948, et enfin la lettre du Ministre des affaires étrangères du Pakistan en date du 20 janvier 1948.

J'estime, par conséquent, qu'une fois que nous aurons clairement établi que le Conseil de sécurité va examiner les deux questions — celle de Jammu et Cachemire d'abord, les autres ensuite — il ne devrait plus y avoir de désaccord sur la manière dont elles doivent être inscrites à notre ordre du jour.

Le PRÉSIDENT : Le représentant du Royaume-Uni a demandé la parole pour une motion d'ordre; de ce chef, il a droit à la priorité. Mais, afin d'éviter toute confusion, qu'il me permette de faire une brève déclaration pour préciser ma position en qualité de Président du Conseil.

Comme Président du Conseil de sécurité, j'assume la responsabilité de l'ordre du jour provisoire, l'ayant approuvé. Mais je n'ai pas entendu prendre position sur le point de savoir dans quelle

the items included in it; that is why, in presenting the agenda, I avoided any classification of these items and merely took them in their chronological order.

I do not wish, in my capacity as President of the Council, to adopt any position in the debate. If there is a vote, I shall abstain.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom) : I have asked if I might speak on a point of order in order to withdraw the proposal which I put forward. It seems plain to me that the proposal I put forward is not going to secure the support of a majority of the Council, and I therefore hope that I may save time and debate by withdrawing it now.

I confess that the reasons adduced by other members of the Security Council against my proposal were precisely those which seemed to me to be most strongly in favour of it. The essential point in my mind was well expressed by the representative of Syria : Would it be desirable to deal, for example, with Kashmir and Junagadh in one resolution or in two ? I should have said, from what I know of the subject, that it would probably be much better to deal with it in two. That is not excluded if we leave the agenda as it was drafted today by the President.

I think the substance is what matters. I believe the members of the Security Council really are agreed on the substance, and I think it is this : that all these matters are on the agenda. As I think the representative of Colombia and the representative of Syria said, they all have a relations, one to the other. The representative of Argentina argued very cogently, and with force, that you cannot exclude a later point brought in by a defendant. They are related to each other; they can be mentioned.

We are all agreed that, broadly, we want to take Kashmir first, but Kashmir must be dealt with swiftly. We must try to get a settlement because the other questions also are urgent, and we cannot impose an undue delay. If that is agreed all around the Security Council table, I think it would be very safe for me to withdraw my proposal. I therefore do so, and I hope the debate may reach a speedy conclusion.

Mr. AUSTIN (United States of America) : I understand that the question pending is on the adoption of the agenda, nothing more. Therefore, the technical matter of whether this is the agenda of the Security Council must be determined by the provisional rules of procedure of the Security Council, and it is so determined. Rule 10 of the provisional rules of procedure of the Security Council states :

“ Any item of the agenda of a meeting of the Security Council, consideration of which has not been completed at that meeting, shall, unless the Security Council otherwise decides, automatically be included in the agenda of the next meeting.”

mesure les questions devaient être liées ; cela est même la raison pour laquelle j'ai évité, dans la présentation de l'ordre du jour, une classification des questions, me bornant à les reprendre dans leur ordre chronologique.

Je ne désire pas, comme Président du Conseil, prendre position dans ce débat. S'il y a un vote, je m'abstiendrai.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*) : J'ai demandé la parole pour présenter une motion d'ordre : je désire retirer ma proposition de tout à l'heure. Il est manifeste que cette proposition ne recueillera pas l'appui de la majorité ; dans ces conditions, nous pouvons gagner du temps et éviter de longs débats si je la retire maintenant.

Je dois avouer que les raisons alléguées contre ma proposition par certains membres du Conseil sont précisément celles qui me paraissent militer le plus en sa faveur. Le représentant de la Syrie a fort bien dégagé, à mon sens, le point essentiel de la question : serait-il souhaitable de régler, par exemple, la question du Cachemire et du Junagadh par une seule résolution ou par deux ? Pour autant que je connaisse le problème, il me semble, pour ma part, qu'il vaudrait sans doute mieux les régler par deux résolutions. Cette solution n'est pas exclue, si nous conservons le libellé de l'ordre du jour tel que l'a rédigé le Président.

Ce qui, à mon sens, importe, c'est le fond de la question. Je crois qu'en fait, tous les membres du Conseil de sécurité sont d'accord sur le fond et estiment que toutes ces questions font bien partie de l'ordre du jour. Comme l'ont signalé, je crois, les représentants de la Colombie et de la Syrie, toutes ces questions sont liées entre elles. Le représentant de l'Argentine a fait valoir avec force, et d'une façon très convaincante, qu'il est impossible de s'opposer à l'introduction dans le débat d'une plainte formulée par la partie adverse. Les deux questions sont liées, elles peuvent donc figurer toutes deux à l'ordre du jour.

D'une manière générale, nous sommes tous d'accord pour dire que la question du Cachemire doit être examinée d'abord ; mais il faut que nous réglions cette question rapidement, il faut essayer d'aboutir à un accord, car les autres questions sont également urgentes, et l'on ne saurait retarder leur examen trop longtemps. Si tous les membres du Conseil sont d'accord sur ce point, je pense que je puis retirer sans danger ma proposition de tout à l'heure. Je la retire donc, et j'espère que les débats aboutiront rapidement à une conclusion.

M. AUSTIN (Etats-Unis d'Amérique) (*traduit de l'anglais*) : Si je comprends bien, la question que nous sommes en train de discuter est simplement l'adoption de notre ordre du jour. La question technique est donc de savoir si l'ordre du jour actuel rentre dans le cadre du règlement intérieur du Conseil de sécurité. Tel est bien le cas. En effet, l'article 10 du règlement intérieur du Conseil de sécurité dit ce qui suit :

« Toute question figurant à l'ordre du jour d'une séance du Conseil de sécurité et dont l'examen n'est pas achevé au cours de ladite séance est portée automatiquement à l'ordre du jour de la séance suivante, à moins que le Conseil de sécurité n'en décide autrement. »

Item 2 on the agenda of our last meeting was : "The Jammu and Kashmir question," and it contained sub-paragraphs (a) and (b). Sub-paragraph (b) was : "Letter dated 15 January 1948 from the Minister of Foreign Affairs of Pakistan to the Secretary-General concerning the situation in Jammu and Kashmir". In sub-paragraph 4 of part E of document II of that letter, which is contained in document S/646, we find the following :

"... that Junagadh, Manavadar and some other States in Kathiawar, which have lawfully acceded to Pakistan and form part of Pakistan territory, have been forcibly and unlawfully occupied by the armed forces of the Indian Union and extensive damage has been caused to the life and property of the Muslim inhabitants of these States, by the forces, officials and non-Muslim nationals of the Indian Union".

Therefore, it seems clear that the item on this agenda should be exactly the same item that was on the last agenda because it falls within rule 10 of the rules of procedure, and it has not been concluded. To use the language of rule 10, consideration of the item has not been completed.

Now then, of what force is this letter of 20 January 1948 from the Minister of Foreign Affairs of the Government of Pakistan, which is included in the agenda before us? Does it have anything to do with the agenda? The letter reads as follows : "I beg to request that a meeting of the Security Council may be called at as early a date as possible to consider the situation . . . set out in my letter dated 15 January 1948 addressed to the Secretary-General". The rest of the letter is an urgent statement of fact in support of that request for a meeting.

That decision is wholly under the control of the President under rule 1 of the rules of procedure of the Security Council. It has no place whatever on the agenda. Rule 1 of the rules of procedure of the Security Council reads as follows :

"Meetings of the Security Council shall, with the exception of the periodic meetings referred to in rule 4, be held at the call of the President at any time he deems necessary, but the interval between meetings shall not exceed fourteen days."

The paper which is before us as a provisional agenda does not conform to the rules. If there is anybody who cares enough about this fact to make a point, he stands on good parliamentary ground.

However, the whole matter is before us on that agenda as it lay on the table when we parted last. We have not concluded the business. Junagadh, as well as many other things, was included in the agenda of that date. Absolutely nothing new has been added to the agenda by the inclusion of sub-paragraph (c) of item 2, and, of course, no change is made in the issue by editorially changing the heading of the item. The substantive issue is in these papers, and nothing whatever that the Secretary-General can do can change the issue.

Or, le point 2 de l'ordre du jour de notre séance précédente était : « La question de Jammu et Cachemire », et il comportait deux alinéas, a) et b). L'alinéa b) était rédigé comme suit : « Lettre en date du 15 janvier 1948 adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, au sujet de la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire. » L'alinéa 4 de la section E du document II accompagnant cette lettre (document S/646) dit ceci :

« ...que les Etats de Junagadh, de Manavadar et certains autres Etats du Kathiawar, qui ont été légalement rattachés au Pakistan et font partie du territoire du Pakistan, ont été occupés, de force et illégalement, par les forces armées de l'Union indienne, de ce que des dommages considérables ont été causés aux personnes et aux biens des habitants musulmans de ces Etats par les forces armées, les fonctionnaires et les ressortissants non musulmans de l'Union indienne. »

Il paraît hors de doute, par conséquent, que, conformément au texte de l'article 10 du règlement intérieur, le point qui doit figurer à notre ordre du jour d'aujourd'hui doit être le même que celui de la dernière fois. Pour employer la formule de l'article 10, l'examen de ce point n'a pas été achevé.

Passons maintenant à la lettre en date du 20 janvier 1948, du Ministre des affaires étrangères du Gouvernement du Pakistan. Quelle valeur faut-il lui attribuer ? A-t-elle quelque chose à voir avec l'ordre du jour ? Voici ce qu'elle dit : « J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir convoquer, pour une date aussi rapprochée que possible, une réunion du Conseil de sécurité en vue d'examiner les situations . . . exposées dans ma lettre du 15 janvier 1948 au Secrétaire général. » Le reste de la lettre expose de façon pressante les données de fait à l'appui de la demande.

Aux termes de l'article 1 du règlement intérieur du Conseil de sécurité, cette décision appartient entièrement au Président. La question n'est donc pas à sa place à notre ordre du jour. Voilà en effet ce que dit à ce sujet l'article 1 de notre règlement intérieur :

« Le Conseil de sécurité, sous réserve des dispositions de l'article 4 relatif aux réunions périodiques, se réunit sur convocation du Président, toutes les fois que celui-ci le juge nécessaire et sans que l'intervalle entre les réunions puisse excéder quatorze jours. »

Le document que nous avons sous les yeux représente donc un ordre du jour provisoire qui n'est pas conforme au règlement intérieur. Si quelqu'un attache à ce point de procédure suffisamment d'importance pour le soulever, il est, du point de vue de la pratique parlementaire, sur un terrain solide.

Mais quoi qu'il en soit, nous demeurons saisis de l'ensemble de la question, si nous considérons l'ordre du jour de notre dernière séance. Nous n'en avons pas achevé la discussion. L'ordre du jour de cette séance comportait la question du Junagadh, ainsi que bien d'autres questions. L'alinéa c) du point 2 n'ajoute absolument rien à l'ordre du jour et, bien entendu, la question ne se trouve en rien modifiée quant au fond, du fait d'un simple changement du titre d'ordre rédactionnel. La question fondamentale demeure ins-

So when we get right around to it, it makes no difference whether you title item 2 with the editorial heading that is now put on it, or whether you leave it exactly as it was headed before.

It seemed perfectly clear to me that the rational procedure for the Security Council in this case was recognized in the resolution adopted on 20 January [document S/654]. We referred to the matters before us in this language :

" The Security Council,

" Considering that it may investigate any dispute or any situation which might, by its continuance, endanger the maintenance of international peace and security; that, in the existing state of affairs between India and Pakistan, such an investigation is a matter of urgency . . . "

That is the way we used the item on the agenda then. In another part of the resolution, we find this construction of our duties and of our rights with respect to the order in which we will handle this business. Clause D of the resolution reads as follows :

" The Commission shall perform the functions described in Clause C :

(1) In regard to the situation in the Jammu and Kashmir State set out in the letter of the representative of India addressed to the President of the Security Council, dated 1 January 1948 "—that was sub-paragraph (a) of item 2 of the then agenda and the now legal agenda—" *and in the letter from the Minister of Foreign Affairs of Pakistan addressed to the Secretary-General, dated 15 January 1948 . . . "* which refers to Junagadh.

Clause D continues with the construction that we put upon the order in which these matters are to be taken up. It continues as follows : *" . . . and*

(2) In regard to other situations set out in the letter from the Minister of Foreign Affairs of Pakistan addressed to the Secretary-General, dated 15 January 1948, when the Security Council so directs ".

That clause does not bar the Security Council from taking any course which it wishes to take, but is a practical construction of the business in hand. It is a reasonable interpretation of what we can do and what we wisely should do in determining this matter—namely, go ahead first with that imminent question of Kashmir and Jammu. However, that does not exclude the consideration of all the other questions that are involved here, including that of Junagadh, which, in due time and in its regular order when it will be given the right consideration by the Security Council, will be taken up too. But the urgent business before us is to expedite further consultations with reference to laying down some arrangement upon which the parties can agree, under the guidance of the President of the Security Council. That is what we most desire : an arrangement to which the parties can agree in order to take care of the military and political situations in Jammu and Kashmir. The " other situations " will undoubtedly be attended to. They will probably be simplified greatly by the orderly disposition of this

crite dans le document qui est sous nos yeux, et rien de ce que pourrait faire le Secrétaire général ne saurait changer cette question. Au fait, à tout bien considérer, peu importe que le point 2 porte le titre qui figure actuellement à notre ordre du jour, ou que nous lui conservions son ancien titre.

A mon sens, la résolution adoptée le 20 janvier [document S/654] a très clairement indiqué la procédure rationnelle que doit suivre le Conseil de sécurité dans ce cas. Touchant la question qui nous occupe, voici ce que dit cette résolution :

« Le Conseil de sécurité,

« Considérant qu'il peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait, par sa prolongation, menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales ; que, dans l'état actuel des choses entre l'Inde et le Pakistan, une telle enquête s'impose d'urgence... »

Voilà ce qui a résulté de la discussion du point alors inscrit à notre ordre du jour. Dans une autre partie de la même résolution, nous trouvons indiqués nos devoirs et nos droits en ce qui concerne l'ordre dans lequel nous étudions cette question. Le paragraphe D de cette résolution dit ceci :

« La Commission remplira les fonctions décrites au paragraphe C :

1) En ce qui concerne la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire, exposée dans la lettre du 1^{er} janvier 1948, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde » (il s'agit là de l'alinéa a) du point 2 de l'ordre du jour d'alors, ordre du jour qui est maintenant officiel) *« et dans la lettre du 15 janvier 1948 adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan... »* (il s'agit de la question du Junagadh).

La suite du paragraphe D donne l'interprétation de l'ordre dans lequel il faut aborder ces questions. Voici ce que nous y lisons : *« ...2) en ce qui concerne les autres situations exposées dans la lettre du 15 janvier 1948, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, quand le Conseil de sécurité lui donnera pour instructions de le faire. »*

Cette disposition n'empêche pas le Conseil de sécurité d'adopter la procédure qu'il désire, mais elle donne une interprétation pratique de la manière dont il faudrait traiter la question. Elle interprète de façon raisonnable ce que nous devons faire, et ce que la sagesse conseillerait de faire en la matière, à savoir poursuivre d'abord l'examen de la question urgente de Jammu et Cachemire. Cela ne veut pas dire qu'il faille exclure l'examen de toutes les autres questions en jeu, notamment celle du Junagadh, qui sera considérée, le moment venu et dans l'ordre normal, lorsque le Conseil de sécurité en décidera ainsi. Mais ce qu'il importe de faire d'urgence, c'est de continuer activement les consultations sous les auspices du Président du Conseil de sécurité, de manière à aboutir à un accord acceptable pour les deux parties. Ce à quoi nous aspirons le plus, c'est à obtenir un accord acceptable par les deux parties, qui réglerait la situation militaire et politique dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Nul doute que les « autres situations » seront examinées à leur tour. Elles se trouveront sans doute considérablement

first business that is before us. Therefore, so far as I am concerned, it makes no difference whether the title "India-Pakistan question" is used or whether the title "Jammu and Kashmir question" is used. The same substantive matter is arrived at on our agenda.

Sir Mohammed ZAFRULLAH KHAN (Pakistan) : I do not know that it is now necessary for me to add much to the discussion on this point, particularly after the representatives of the United Kingdom and the United States have expressed their views. I do not desire to take up any purely technical points with regard to this matter.

So far as we can visualize the question of the agenda, the Security Council is dealing with matters that are disturbing the relations between India and Pakistan, matters which, if they are not satisfactorily resolved, might endanger the maintenance of international peace and security. One of those matters is that of Jammu and Kashmir. Other matters are set out in my letter of 15 January 1948. The Government of India knows that has been our position from the very beginning.

In answer to a letter from the Government of India of 22 December 1947, in which it informed us that it proposed to carry the question of Jammu and Kashmir to the Security Council, we said as follows in our letter of 30 December 1947, paragraph 2 :

"Despite the ominous hint contained in paragraph 3, I trust I am right in assuming that your letter is not an ultimatum but a forerunner of a formal reference of the matter to the United Nations. If so, nothing could be more welcome, for you will recollect that this is exactly what the Pakistan Government has been suggesting throughout as the most effective method of ironing out our mutual differences. I am, therefore, sincerely glad to find that you propose at last to adopt this particular line of approach to our problems."

Paragraph 3 goes on to add : "I must, however, confess my disappointment that your proposal apparently restricts the reference to the single issue of Kashmir. The episode of Kashmir, considered by itself, would look like a sentence torn out of its context. It is but an act in the unparalleled tragedy which is being enacted before our eyes ever since the announcement of the scheme of partition. The reference to the United Nations, therefore, in my opinion, must cover much larger ground and embrace all the fundamentals of the differences between the two Dominions. As I see it, it is neither Kashmir alone nor Junagadh or Manavadar, nor even the terrible tragedy of wholesale massacres of Muslim men, women and children in extensive areas of the Indian Dominion, but a totality of these horrors and iniquities, indicating but one consistent sinister pattern which should rightly form the subject-matter of international investigation. If the root causes of the evil which is vitiating our relations are not determined and removed, it is much to be feared that fresh incidents will

simplifiées, si nous réglons d'une manière ordonnée la première question dont nous sommes saisis. Pour conclure, et en ce qui me concerne, je crois que cela revient absolument au même d'utiliser soit le titre « Question Inde-Pakistan », soit le titre « Question de Jammu et Cachemire ». D'une façon comme de l'autre, notre ordre du jour traitera des mêmes questions de fond.

Sir Mohammed ZAFRULLAH KHAN (Pakistan) (*traduit de l'anglais*) : Je ne pense pas qu'il me reste grand chose à ajouter sur ce point, à plus forte raison après les déclarations des représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Je n'ai pas l'intention d'examiner la question sous un angle purement juridique.

Si nous comprenons bien la question à l'ordre du jour, le Conseil de sécurité étudie les questions qui provoquent les difficultés actuelles entre l'Inde et le Pakistan. Faute d'une solution satisfaisante, ces questions sont de nature à menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'une de ces questions est la situation existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire. D'autres sont indiquées dans ma lettre du 15 janvier 1948. Le Gouvernement de l'Inde a, depuis le début, été au courant de notre position à cet égard.

En réponse à une lettre du Gouvernement de l'Inde, datée du 22 décembre 1947, nous informant de son intention de soumettre la question de Jammu et Cachemire au Conseil de sécurité, nous nous sommes exprimés de la façon suivante au paragraphe 2 de notre lettre du 30 décembre 1947 :

« En dépit du ton de menace que revêt le paragraphe 3 de votre lettre, j'espère ne pas me tromper en considérant que cette lettre n'est pas un ultimatum, mais a pour but d'annoncer que la question sera soumise officiellement à l'Organisation des Nations Unies. S'il en est ainsi, rien ne pourrait nous satisfaire davantage, car vous voudrez bien vous souvenir que c'est la méthode que le Gouvernement du Pakistan a toujours avancée comme la plus susceptible d'aplanir nos différends. Je suis donc sincèrement heureux de constater que vous vous ralliez enfin à cette façon d'aborder le problème. »

Le paragraphe 3 continue en ces termes : « Je dois cependant avouer ma déception en constatant que vous n'entendez apparemment soumettre à l'Organisation des Nations Unies que la seule question du Cachemire. Vouloir considérer à part l'épisode du Cachemire reviendrait à isoler une phrase de son contexte. Ce n'est qu'un acte dans la tragédie sans précédent qui se déroule devant nos yeux depuis que le plan de partage a été annoncé. Les questions dont on entend saisir l'Organisation des Nations Unies doivent, à mon avis, porter sur un champ beaucoup plus vaste et englober toutes les raisons fondamentales de divergence entre les deux Dominions. J'estime que ce n'est ni la question isolée du Cachemire, ni celle du Junagadh ou de Manavadar, ni même le drame terrible des massacres en masse d'adultes et d'enfants musulmans dans de vastes régions du Dominion de l'Inde, mais la somme de ces horreurs et de ces crimes qui doit, parce qu'elle dénote l'existence d'un dessein uniforme et sinistre, faire à juste titre l'objet d'une enquête internationale. Si les racines du mal qui empoisonne nos relations

continue to threaten the peace, not only between the two Dominions, but in a much wider field."

I should like to draw attention here to document II, sub-paragraph C, of the document which we submitted to the Security Council [document S/646], where we say, in dealing with Kashmir :

"The tragic events and the happenings in East Punjab and the Sikh and Hindu States in and around that Province had convinced the Muslim population of Kashmir and Jammu State that the accession of the State to the Indian Union would be tantamount to the signing of their death warrant. When the massacres started the Muslim population of the State realized that the fate that had overtaken their co-religionists in Kapurthala, Faridkot, Nabha, Jind, Patiala, Bharatpur and Alwar, et cetera, was about to overtake them also. A wave of terror thus ran throughout the State and the neighbouring district of West Punjab and the West Frontier Province. In their desperate situation the Muslim population of the State decided to make a final bid for liberty and indeed for their very existence, in which they had the full sympathy of their relations and fellow Muslims in the neighbouring districts of Pakistan. Several thousands of the Muslim people of the State, particularly in the area of Poonch, had served in support of the cause of the United Nations during the Second World War, and they decided to sell their lives dearly in the struggle with which they were now faced.

"The Maharaja made this excuse to 'accede' to the Union of India and the Government of India thereupon landed its troops in the State without consultation with or even any notice to the Government of Pakistan, with whom the State had concluded a standstill agreement, and to the territories of which it was contiguous throughout practically the whole of its southern and western border."

This portion of our document II makes it perfectly clear that, at least as we view the struggle which is going on inside Kashmir, it is directly related to what had happened previously in East Punjab and some of the Indian States.

In our document III [document S/646], we said the following :

"It is to be noted that the first outside incursion into the State occurred more than a week after the Prime Minister of Kashmir had threatened to call in outside assistance. It is clear that the sole responsibility for these events must rest on the Maharajah's Government, which ordered the oppression of the Muslims as a matter of State policy on the model of what had happened in East Punjab and States like Patiala, Bharatpur, Alwar, et cetera. In conspiracy with the Indian Government, they seized upon this incursion as the occasion for putting into effect the pre-planned scheme for the accession of Kashmir as a *coup d'état* and for the occupation

ne sont pas reconnues et extirpées, il est fort à craindre que de nouveaux incidents continueront à menacer la paix, non seulement entre les deux Dominions, mais dans un domaine beaucoup plus vaste.

Je me permets ici d'attirer l'attention du Conseil sur l'alinéa C du document II [document S/646] que nous lui avons soumis. Nous y trouvons, au sujet du Cachemire :

« Les événements tragiques et la situation dans le Pendjab oriental et dans les Etats sikhs et hindous situés à l'intérieur et autour de cette province, avaient convaincu la population musulmane de l'Etat de Cachemire et Jammu que le rattachement de cet Etat à l'Union indienne équivalait à la signature de l'arrêt de mort de ses membres. Quand commencèrent les massacres, la population musulmane de l'Etat se rendit compte qu'elle allait subir le même sort que ses coreligionnaires de Kapurthala, Faridkot, Nabha, Jind, Patiala, Bharatpur et Alwar, etc. Une vague de terreur parcourut alors l'Etat ainsi que les districts avoisinants du Pendjab et de la Province frontrière du nord-ouest. Dans leur situation désespérée, les musulmans de l'Etat décidèrent de faire une dernière tentative pour conserver leur liberté et, en fait, pour sauvegarder leur existence même ; dans cette lutte, ils avaient l'entière sympathie des musulmans, leurs parents et amis, des districts avoisinants du Pakistan. Plusieurs milliers de musulmans de l'Etat, en particulier ceux de la région du Poonah, avaient servi la cause des Nations Unies au cours de la Deuxième guerre mondiale, et ils décidèrent de vendre chèrement leur vie dans la lutte qu'ils allaient devoir mener.

« Le Maharadjah se saisit de ce prétexte pour procéder au « rattachement » à l'Union indienne ; sur quoi le Gouvernement de l'Inde envoya ses troupes sur le territoire de l'Etat sans prendre avis du Gouvernement du Pakistan, sans même lui faire connaître sa décision, bien que l'Etat eût conclu avec le Pakistan un accord pour le maintien du *statu quo*. Le Gouvernement de l'Inde n'avisait d'ailleurs pas davantage les territoires contigus au Cachemire sur presque toute la longueur de ses frontières méridionale et orientale. »

Ce passage du document II montre que, dans notre esprit, il a toujours été clair que la lutte se déroulant dans le Cachemire est directement liée aux événements antérieurs survenus dans le Pendjab oriental et dans certains Etats de l'Inde.

Notre document III [document S/646] contient le passage ci-après :

« Il convient de remarquer que la première incursion au delà de la frontière de l'Etat se produisit plus d'une semaine après que le Premier Ministre du Cachemire eut menacé de faire appel à une aide extérieure. Il est évident que l'entière responsabilité de cet événement incombe au Gouvernement du Maharadjah qui a fait de l'oppression des musulmans une politique d'Etat, sur le modèle de celle qu'on avait suivie dans le Pendjab oriental et dans les Etats tels que le Patiala, le Bharatpur et l'Alwar, etc. De connivence avec le Gouvernement de l'Inde, il saisit l'occasion de cette incursion pour mettre à exécution des plans longuement mûris. Ces plans prévoyaient le ratta-

of Kashmir by the Indian troops simultaneously with the acceptance of the accession by India.

“ The Pakistan Government have not accepted and cannot accept the accession of Jammu and Kashmir State to India. In their view the accession is based on violence and fraud. It was fraudulent inasmuch as it was achieved by deliberately creating a set of circumstances with the object of finding an excuse to stage the ‘accession’. It was based on violence because it furthered the plan of the Kashmir Government to liquidate the Muslim population of the State.”

Here again, the events in East Punjab and the other Indian States are set out as forming the background of what happened in Kashmir, and the question of the legality and the validity of the accession is raised. That is the most important question of all these matters that have to be resolved between India and Pakistan.

The solution of that question would apply not only to Kashmir, but also to Junagadh. As the members of the Security Council are aware, the Junagadh State acceded to Pakistan long before the Kashmir State acceded to India, and the Junagadh State today is under the military occupation of the forces of the Government of India. When one addresses himself to the problem of what principle to apply to the question of how a State is to be deemed to have validly acceded to one Dominion or the other, surely he cannot exclude a parallel case from consideration. Otherwise, he might find himself in this position : having applied certain considerations to the case of Kashmir, he might find, when he came to deal with the case of Junagadh, that the elements in the situation were not susceptible—they might be, but it is also true that they might not be—of having the same considerations applied to the determination of the question of accession there.

Our case throughout, then, has been that there is a situation or a number of situations which have unfortunately arisen between Pakistan and India, and that these incidents are the manifestations of those situations, and we have come here with the request that the Security Council should intervene to bring about an amicable adjustment and settlement of all these questions.

The order in which it may appear convenient and reasonable to the Security Council to deal with these matters is eminently a matter for the Council to decide. As I have said, I am not concerned with the technicalities of the question. So long as it is deemed that all these questions are before the Security Council and on its agenda, I do not insist that a particular heading be applied and I do not care whether the questions are set out as *a*, *b*, and *c*, or as 1, 2 and 3. That is entirely immaterial to me.

However, I was forced to draw the attention of the President and the Council to these other matters also, in spite of the fact that our letter of 15 January had already stated : “ It is requested that these documents may be placed before the Security Council and that the Security Council may be requested to deal with the complaint

chement du Cachemire à l'Union indienne par un coup d'Etat, et l'occupation du Cachemire par les troupes indiennes coïncidant avec l'acceptation par l'Inde du rattachement demandé.

« Le Gouvernement du Pakistan n'a pas accepté et ne peut pas accepter le rattachement à l'Inde de l'Etat de Jammu et Cachemire. A son sens, la mauvaise foi et la violence sont à la base de ce rattachement. Ce rattachement est entaché de mauvaise foi, parce qu'il a été réalisé grâce à la création délibérée d'un ensemble de circonstances visant à fournir un prétexte à sa mise en scène. Il est entaché de violence parce qu'il servait le dessein du Gouvernement du Cachemire de « liquider » la population musulmane de l'Etat. »

Ici encore les événements qui se sont déroulés dans le Pendjab oriental et dans les autres Etats de l'Inde forment la toile de fond de ce qui est arrivé au Cachemire, et la question de la légalité et de la validité du rattachement se présente. C'est la question la plus importante de toutes celles qui doivent être résolues entre l'Inde et le Pakistan.

La solution de ce problème concerne le Cachemire aussi bien que le Junagadh. Les membres du Conseil de sécurité savent sans doute que l'Etat de Junagadh a été rattaché au Pakistan bien avant que le Cachemire n'ait été rattaché à l'Inde, et aujourd'hui l'Etat de Junagadh est occupé par les forces armées du Gouvernement de l'Inde. Si l'on veut poser les principes d'après lesquels sera examinée la validité du rattachement d'un Etat à un Dominion ou à un autre, il est évidemment impossible de refuser de considérer un cas parallèle. Autrement, on risquerait de se trouver dans la position suivante : après avoir fait entrer en jeu certaines considérations dans le cas du Cachemire, il se pourrait, lorsqu'on aurait à examiner le problème de Junagadh, que les éléments de la situation ne permettent pas — il est possible qu'ils le permettent, mais il est également possible qu'ils ne le permettent pas — de faire entrer en jeu les mêmes considérations pour déterminer la validité de cet autre rattachement.

Nous avons toujours soutenu qu'une ou plusieurs situations difficiles se sont créées entre le Pakistan et l'Inde, et que les incidents qui ont été mentionnés sont les manifestations de ces situations. Nous sommes donc venus ici demander au Conseil de sécurité d'intervenir afin de trouver une solution amiable à toutes ces questions.

L'ordre dans lequel le Conseil de sécurité jugera convenable et raisonnable d'examiner ces questions sera décidé à juste titre par le Conseil lui-même. Comme je l'ai déjà dit, je ne m'occupe pas des détails techniques de la question. Tant qu'il sera bien entendu que toutes ces questions figurent à l'ordre du jour et que le Conseil de sécurité en est saisi, je n'insisterai pas pour que l'on adopte un titre plutôt qu'un autre et il m'importe peu que les questions soient marquées *a*, *b* et *c* ou 1, 2 et 3. Cela m'est tout à fait égal.

Cependant, je me suis trouvé dans l'obligation d'attirer l'attention du Président et du Conseil sur ces autres questions également, bien que l'on trouve déjà les phrases suivantes dans notre lettre du 15 janvier : « Je vous prie de vouloir bien soumettre ces documents au Conseil de sécurité et l'inviter à examiner la plainte mentionnée au do-

referred to in document II at the earliest possible date. It is further requested that all action required by the rules in connexion with these documents may kindly be taken as early as possible."

In spite of the fact, I say, that this request had already been received, I was compelled to address to the President a further letter, my letter of 20 January. I was compelled to do this in view of the fact that in our conversations under the guidance of the President, as soon as I attempted to draw even a parallel between the situation in Kashmir and the situation in Junagadh, or to make any reference to any of the other matters which were set out, my learned friends on the other side sought to shut me out on the excuse that these matters were not even on the agenda of the Security Council, that for the moment the Security Council had nothing to do with them, and that therefore I was not at all in order even to make a reference to these matters.

All that I desire is that these matters should be formally declared to be on the agenda of the Security Council. If they are already there, my object is served. As a matter of fact, during our conversations with the President, I had submitted to my friends on the other side the view that these matters were already on the agenda. The point taken by the representative of the United States was taken by me. I shall not say that I was overruled—the President gave no ruling on these matters—but I was unable to persuade my learned friends that these matters were on the agenda.

The point which I desire to have established clearly is that the Security Council is now seized of the situation between India and Pakistan and that that situation has many facets, of which Kashmir and Jammu is only one. Once that is made clear, I do not press for any particular technical arrangement of the agenda. No doubt, the Security Council is proceeding with the matter of Jammu and Kashmir. If it finds it convenient to continue to do so, we are all anxious that it should continue. As has been observed by the representative of the United Kingdom, our efforts should be directed to finding, by agreement—or, if that should unfortunately prove impossible, then by and through the Security Council—a swift solution of the Jammu and Kashmir question.

If such a solution is attained, then the other matters can immediately be taken up. If the Jammu and Kashmir question appears to proceed too slowly and efforts are being made—either in the Council or, under the guidance of the President, outside the Council—to arrive at a settlement, and if there is time, consideration of these other matters by the Council as a whole may also be started. That, naturally, must be left to the President and to the Council itself. As I have said, these are technical matters with which I am not concerned. So long as it is understood that all these matters are before the Council and properly on its agenda, and that the Council is seized of the whole matter, I am satisfied.

cument II dans le plus bref délai. Je vous prie également de bien vouloir veiller à ce que toutes les mesures prévues à propos des documents de cette nature soient prises aussi rapidement que possible. »

Malgré le fait, je le répète, que cette demande avait déjà été reçue, j'ai été forcé d'adresser une autre lettre au Président, c'est ma lettre du 20 janvier. J'ai été forcé d'agir ainsi car au cours de nos conversations sous la direction du Président, dès que j'essayais, ne fût-ce que d'établir un parallèle entre la situation du Cachemire et la situation dans le Junagadh, ou de faire allusion à une des autres questions posées, mes éminents collègues de l'autre partie tentaient de m'en empêcher, sous prétexte que ces questions ne figuraient pas à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, qu'elles n'étaient pas pour le moment de la compétence du Conseil de sécurité, et que, par conséquent, il ne m'appartenait pas d'y faire même allusion.

Tout ce que je désire, c'est qu'il soit formellement déclaré que toutes ces questions figurent à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Si elles y sont déjà, mon objectif est atteint. D'ailleurs, au cours de nos conversations avec le Président, j'avais émis l'opinion que ces questions figuraient déjà à l'ordre du jour. J'ai adopté le même point de vue que le représentant des Etats-Unis. Je ne peux pas dire qu'on ait passé outre à mes desirs, puisque le Président n'a pas pris de décision sur ces questions, mais je n'ai pas réussi à convaincre mes éminents collègues que ces questions figuraient à l'ordre du jour.

Mon dessein est d'arriver à ce qu'il soit clairement entendu que le Conseil de sécurité est maintenant saisi de la question concernant la situation entre l'Inde et le Pakistan, et que cette situation présente plusieurs aspects, dont l'un est la question de Jammu et Cachemire. Une fois ceci entendu, je n'insisterai pas pour telle ou telle disposition de l'ordre du jour. Il est entendu, que le Conseil de sécurité continue à examiner la question de Jammu et Cachemire. S'il estime qu'il convient de continuer dans ce sens, nous ne demandons qu'à poursuivre cette discussion. Comme l'a fait remarquer le représentant du Royaume-Uni, nous devons nous efforcer de trouver une solution rapide à la question de Jammu et Cachemire, soit par voie d'accord, soit, si cela est malheureusement impossible, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité.

Si nous arrivons à une telle solution, les autres questions pourront être examinées immédiatement après. Mais si l'examen de la question de Jammu et Cachemire semble ne progresser que lentement et que des tentatives soient faites, soit au sein du Conseil ou sous la direction du Président en dehors du Conseil, afin d'arriver à un règlement, et si l'on dispose du temps nécessaire, le Conseil pourra commencer à examiner les autres questions, dans leur ensemble. Il appartient naturellement au Président et au Conseil lui-même de prendre cette décision. Comme je l'ai déjà dit, ce sont des questions techniques qui ne m'intéressent pas. Tant qu'il est bien compris que toutes ces questions sont soumises au Conseil et dûment inscrites à son ordre du jour et que le Conseil est saisi de l'ensemble de la question, je me considère comme satisfait.

The PRESIDENT (*translated from French*) : The United Kingdom representative has withdrawn the motion he introduced a short time ago.

Mr. GOPALASWAMI AYYANGAR (India) : I wish to understand the position clearly before I can find it possible to decide what the attitude of my delegation may be.

A good deal has been said concerning the technicality of the considerations that have been urged by the various representatives ; a great deal more has been said concerning the substance of the dispute of which the Security Council is seized at the present time.

On main issues there is hardly any difficulty amongst the members of the Security Council or the representatives of India and Pakistan. There is no doubt that the Security Council now has before it both the Jammu and Kashmir question and situations other than this question which have been brought to the attention of the Security Council by Pakistan. There is no doubt about that. The only question concerned is what we are debating at the present time.

In this connexion I wish to assure the Security Council that if there are any situations other than that relating to the Jammu and Kashmir question which have a bearing on the decision of this question, we are not minded to exclude such considerations. We certainly are prepared to discuss other aspects of the present situation in India which may have a relevant bearing on the decision of the Jammu and Kashmir question, and we are quite prepared to discuss the Jammu and Kashmir question with reference to those other relevant considerations.

What I have been trying to persuade the Security Council to accept is the point that we are now engaged in debating only the Jammu and Kashmir question, with all the background that anyone may bring into it. We are not discussing those other situations referred to in the letter of Sir Zafrullah Khan dated 20 January—situations other than the Jammu and Kashmir situation. Sir Zafrullah Khan, himself, concedes—and no one can deny it—that there is a Jammu and Kashmir question and that there are other situations in India in respect of both of which the parties have alleged there might be danger to the maintenance of international peace and security. We are quite willing that those other situations should be brought up before the Security Council and discussed on their merits. I am now content with being satisfied that the debate in which we are now engaged will confine itself to the Jammu and Kashmir question.

It has been pointed out by the representative of the United States that the determination of this question should be governed by rule 10 of the rules of procedure, which states : " Any item of the agenda of a meeting of the Security Council, consideration of which has not been completed at that meeting, shall, unless the Security Council otherwise decides, automatically be included in the agenda of the next meeting ". The rule being what it is, I was certainly not surprised at the very appropriate remark of the representative of the Union of Soviet Socialist Republics that he found it difficult to understand why an

Le PRÉSIDENT : Le représentant du Royaume-Uni a retiré la proposition qu'il avait présentée tout à l'heure.

M. GOPALASWAMI AYYANGAR (Inde) (*traduit de l'anglais*) : Je désire comprendre clairement la situation avant de pouvoir décider de l'attitude de ma délégation.

On a abondamment parlé de considérations d'ordre technique ; on a plus abondamment encore parlé sur le fond du différend dont le Conseil de sécurité est aujourd'hui saisi.

Sur les questions principales, il n'y a pour ainsi dire pas de divergences entre les membres du Conseil de sécurité ni entre les représentants de l'Inde et du Pakistan. Il n'est pas douteux que le Conseil a devant lui à la fois la question de Jammu et Cachemire et les autres situations sur lesquelles la délégation du Pakistan a attiré son attention. Il n'y a aucun doute à cet égard. La seule question débattue, c'est celle de savoir sur quoi notre discussion actuelle doit porter.

A cet égard, je peux assurer le Conseil de sécurité que s'il existe une situation quelconque, en dehors de la question de Jammu et Cachemire, susceptible d'affecter la décision qui sera prise au sujet de cette question, nous n'avons pas du tout l'intention de refuser de l'étudier. Nous sommes certainement prêts à discuter tous autres aspects de la situation actuelle dans l'Inde qui se rapportent directement au règlement de la question de Jammu et Cachemire, et nous ne demandons pas mieux que d'en tenir compte dans notre discussion de la question de Jammu et Cachemire.

J'ai voulu seulement faire accepter au Conseil de sécurité le principe selon lequel nous discutons actuellement uniquement la question de Jammu et Cachemire, avec tout l'arrière-plan historique que l'on voudra bien y rattacher. Nous ne discutons pas les autres questions soulevées par la lettre de Sir Zafrullah Khan en date du 20 janvier, questions qui sont autres que celle de Jammu et Cachemire. Sir Zafrullah Khan admet lui-même, et d'ailleurs nul ne peut le nier, qu'il existe une question de Jammu et Cachemire, ainsi que d'autres situations dans l'Inde au sujet desquelles les parties intéressées ont affirmé qu'elles pourraient menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous acceptons bien volontiers que ces autres questions soient soumises au Conseil de sécurité et qu'elles soient étudiées quant à leur bien-fondé. Ce qui m'intéresse actuellement, c'est de recevoir l'assurance que le présent débat se limitera à la question de Jammu et Cachemire.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait remarquer que cette question de procédure est tranchée par l'article 10 du règlement intérieur du Conseil. Aux termes de cet article, « Toute question figurant à l'ordre du jour d'une séance du Conseil de sécurité et dont l'examen n'est pas achevé au cours de ladite séance est portée automatiquement à l'ordre du jour de la séance suivante, à moins que le Conseil de sécurité n'en décide autrement. » Etant donné la teneur de cet article, je n'ai pas été étonné des remarques très opportunes du représentant de l'Union soviétique, qui ne comprenait pas comment un point inscrit

item which bore a certain description on the agenda of the previous meeting, and which was not disposed of at that meeting, disappeared and a new description was substituted on the agenda for this meeting.

I think that the logical conclusion of the argument of the representative of the United States is that the description used in the agenda of our last meeting must automatically be repeated in the description of the item on the agenda of today's meeting. The representative of the United States went on, however, to remark that it did not matter very much how the item was described on the agenda provided it was understood that the substance of what we were discussing today was only the Jammu and Kashmir question; that it had to be discussed along with the background which Sir Zafrullah Khan has brought to the attention of the Security Council; and that other situations should be taken up as soon as they were ready and as soon as the Security Council was in a position to deal with them. I quite agree.

The representative of the United Kingdom who, I believe, moved a very proper amendment to the provisional agenda, has now withdrawn that amendment largely on account of the apprehensions he apparently entertained as to whether it would secure the necessary support in this body. The representative of the United Kingdom went on to insist, however, that what we now have to discuss is the Jammu and Kashmir question.

I think that Sir Mohammed Zafrullah Khan took a very proper view, in his remarks, when he said that while the Security Council is seized of both sets of complaints, it did not matter to him how those complaints were dealt with or in what order they were considered on the agenda, and that he, for one, would not have objected to the amendment that was moved by the representative of the United Kingdom, which was unfortunately withdrawn.

Before I have to decide what our own attitude should be, may I have a clear ruling from the President, or an assurance from the Security Council, that we shall now proceed only with the debate on the Jammu and Kashmir question, and that, as soon as the other matter is ready, it can be put on the agenda and we can proceed to deal with it also?

There is one other matter I wish to present to the Security Council in this connexion. It really does not matter how the particular item is described, whether it be the "India-Pakistan question," for the Jammu and Kashmir question is really an India-Pakistan question. I quite recognize that. But as I pointed out to the members, what we are now trying to decide is what, in particular, in connexion with the India-Pakistan question, we are discussing now. If paragraphs (a) and (b) under item 2 of the provisional agenda stood by themselves and the heading was "The India-Pakistan question," it might have been some indication to me that the intention was to confine the matter only to the Jammu and Kashmir question, because both paragraphs (a) and (b) of item 2 refer to the Jammu and Kashmir situation. However, paragraph (c) is also included under this heading, and it refers to situations other than the Jammu and Kashmir situation, as I

sous un certain titre à l'ordre du jour de la séance précédente, et dont l'examen n'avait pas alors été terminé, ait pu disparaître de l'ordre du jour de la séance actuelle et être rempacté par un nouveau titre.

J'estime que la conclusion logique des remarques du représentant des Etats-Unis est que le libellé de l'ordre du jour de notre dernière séance doit automatiquement être repris pour le même point à l'ordre du jour de notre séance d'aujourd'hui. Le représentant des Etats-Unis a cependant ajouté que le libellé d'un point à l'ordre du jour n'avait en lui-même que peu d'importance, à condition qu'il soit bien entendu que le fond de notre discussion actuelle porte uniquement sur la question de Jammu et Cachemire, que cette question soit discutée en même temps que l'arrière-plan historique sur lequel Sir Zafrullah Khan a attiré l'attention du Conseil de sécurité, et que les autres questions soient examinées dès qu'elles seront prêtes et dès que le Conseil de sécurité sera en mesure de le faire. Je suis tout à fait de cet avis.

Le représentant du Royaume-Uni qui, je crois, avait présenté un amendement fort opportun à l'ordre du jour provisoire, a maintenant retiré cet amendement, parce qu'il semblait surtout craindre que cet amendement n'obtienne pas la majorité nécessaire au sein du Conseil. Cependant, le représentant du Royaume-Uni a répété que la question en discussion est bien celle de Jammu et Cachemire.

J'estime que Sir Zafrullah Khan a pris une position fort juste lorsqu'il a remarqué que du moment où le Conseil de sécurité était saisi des deux questions, il se souciait peu de la façon dont ses plaintes étaient examinées ou dans quel ordre elles pourraient être placées à l'ordre du jour, et que lui personnellement n'aurait pas d'objections à présenter contre l'amendement du représentant du Royaume-Uni, amendement qui malheureusement a été retiré.

Avant de décider quelle sera notre attitude, puis-je avoir une décision nette du Président, ou une garantie du Conseil de sécurité, m'assurant que nous allons procéder uniquement à l'examen de la question de Jammu et Cachemire et que, dès que les autres questions seront prêtes, elles seront inscrites à l'ordre du jour, ce qui nous permettra alors de les examiner?

Je voudrais également soumettre un autre point à ce sujet au Conseil de sécurité. La façon de rédiger ce point particulier a réellement peu d'importance, qu'on l'appelle la « Question Inde-Pakistan » ou autrement, la question de Jammu et Cachemire est en réalité une question entre l'Inde et le Pakistan. Je m'en rends très bien compte. Mais comme je l'ai fait remarquer aux membres du Conseil, nous essayons de décider quelle partie de la question Inde-Pakistan nous discutons maintenant. Si le point 2 de notre ordre du jour ne comportait que les alinéas a) et b), et si son titre était « Question Inde-Pakistan », j'aurais pu considérer qu'on avait l'intention de limiter la discussion à la question de Jammu et Cachemire; puisque les deux paragraphes a) et b) du point 2 portent sur la question de Jammu et Cachemire. Mais le paragraphe c) est également compris sous le même titre, et il s'applique à des questions autres que celle de Jammu et

have already read to the members from the letter of Sir Mohammed Zafrullah Khan. If we allow paragraph (c) to stand without even an assurance to me from the Security Council that those other matters are not to be considered immediately but will be taken up later, and that only such facts or arguments relating to those other matters as may have a bearing on the Jammu and Kashmir question can be referred to in this debate, it will be difficult for us to continue to participate in this debate, because we are not prepared now to deal with the larger issues.

I do not wish to sound a note of dissent from what may be the general opinion among the members of the Security Council, but as I said in the speech which I made earlier this afternoon, unless we are satisfied that the debate which we are now continuing is a debate which, for the time being in any case, is restricted to the Jammu and Kashmir question, we shall be performing no useful service in continuing to participate in this debate.

As suggested by the representatives of the United Kingdom and the United States of America, I ask that we recognize that it is only the Jammu and Kashmir question which is under consideration. I believe even Sir Mohammed Zafrullah Khan said that we should now proceed with the Jammu and Kashmir question. We shall try our best to bring up other questions for debate as early as possible. Unless that assurance is forthcoming, we shall be placed in a very difficult position.

The PRESIDENT (*translated from French*) : I call upon the representative of the United Kingdom. I am sure that after we have heard him, the Council will wish to take a decision on the agenda.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom) : I only want to say to the representative of India that I did not withdraw my motion because I thought it inelegant, inappropriate or wrong. I withdrew my motion because I saw that it was not going to receive the necessary majority and I hoped that we might perhaps save time, and I felt then quite clearly that we were—all of us—agreed on the substance.

Now the debate which has taken place since I withdrew my motion has confirmed me in my view, and I think, if I have understood the speeches, that the representative of India can have from these speeches the assurance he desires as to how our work is now to be conducted.

The PRESIDENT (*translated from French*) : The position is this : the United Kingdom representative has withdrawn a proposal he made earlier in the debate. We have no other resolution before us for a change in the provisional agenda. The representative of India has asked me, as President, for a ruling. If I made such a ruling, which would touch upon the substance of the matter, I think I should be exceeding my powers, and I shall therefore ask the Council itself to decide on the matter.

Cachemire, ainsi qu'en témoigne la lettre de Sir Zafrullah Khan dont j'ai déjà donné lecture aux membres du Conseil. Si nous permettons que l'alinéa c) soit conservé sans même que le Conseil de sécurité nous donne l'assurance que ces autres questions ne seront pas examinées immédiatement mais seront remises à plus tard, et que seuls pourront être reproduits dans ces débats les faits ou les arguments relatifs à ces autres questions ayant un rapport direct avec la question de Jammu et Cachemire, il nous sera difficile de continuer à participer à ce débat, car nous ne sommes pas prêts à discuter l'ensemble de la question.

Je ne voudrais pas introduire une note de désaccord dans ce qui est peut-être l'opinion générale des membres du Conseil de sécurité ; mais, comme je l'ai déclaré plus tôt cet après-midi, si nous ne sommes pas certains que les débats qui vont continuer se limiteront, au moins pour le moment, à la question de Jammu et Cachemire, nous ne pourrions apporter aucun concours utile à la poursuite de ces débats.

Je demanderai donc, ainsi que l'avaient suggéré les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, que nous décidions que seule la question de Jammu et Cachemire est actuellement en discussion. Je pense que Sir Zafrullah Khan lui-même a dit que nous devons étudier maintenant la question de Jammu et Cachemire. Nous nous efforcerons d'introduire les autres questions dans nos débats aussitôt que possible. Si une telle assurance ne nous était pas donnée, nous serions placés dans une situation très difficile.

Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni. Je suis certain qu'après l'avoir entendu, le Conseil désirera statuer sur son ordre du jour.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*) : Je voudrais simplement dire au représentant de l'Inde que je n'ai pas retiré ma proposition parce que je la considérais inélégante, inopportune ou injustifiée. Je l'ai retirée parce que j'ai estimé qu'elle n'obtiendrait pas la majorité requise, parce que je voulais éviter une perte de temps, et que j'avais l'impression à ce moment que nous étions tous d'accord sur le fond.

Or, les débats qui ont eu lieu depuis que j'ai retiré ma proposition ont confirmé mon opinion et j'estime, si j'ai bien compris les discours qui ont été prononcés, que le représentant de l'Inde peut y trouver les assurances qu'il désire sur la façon dont nos travaux seront dirigés.

Le PRÉSIDENT : La situation est la suivante : le représentant du Royaume-Uni a retiré une proposition qu'il avait formulée au début de la séance. Nous ne sommes saisis d'aucune autre résolution quant à une modification à apporter à l'ordre du jour provisoire. Le représentant de l'Inde m'a demandé de prendre une décision préliminaire. Si je prenais une telle décision touchant au fond, j'estime que j'excéderais mes pouvoirs et, en conséquence, je demanderai au Conseil de se prononcer lui-même.

The representative of India proposes that the debate follow the order in which it began, with the Jammu and Kashmir question and all its implications taken first, and the other question discussed in due course.

The representative of Pakistan, if I understand him correctly, does not appear to oppose this order. I shall therefore, if there is no objection, ask the Council to proceed accordingly.

Sir Mohammed ZAFRULLAH KHAN (Pakistan) : When it is said that we should proceed immediately with the question of Jammu and Kashmir, I have no objection to that, as I have already stated. But I made it clear from what I said that my position was not that we must necessarily await the conclusion of the whole matter of Jammu and Kashmir before any of the other matters are taken up by the Security Council. I did say that if we proceed swiftly with it, and find that the matter occupies the whole time either of the President or of the Security Council, obviously we cannot start with anything else. But if we should arrive at any stage where either the Security Council or the President is unoccupied—particularly the Security Council—and it is felt that the stage has been arrived at when a discussion of the other matter might usefully be started, that possibility should not be excluded.

The PRESIDENT (*translated from French*) : If no member of the Council wishes to speak, we shall proceed to adoption of the agenda.

If no formal vote is called for and there is no objection, I shall consider the agenda adopted.

The agenda was adopted.

22. Discussion of the India-Pakistan question

The PRESIDENT (*translated from French*) : I have a brief statement to make.

Since our last meeting, the representative of India, the representative of Pakistan and I have been continuing our consultations. In the course of these the following points were raised :

(1) The object of the investigation to be undertaken by the Commission set up under the resolution of 20 January 1948;

(2) The measures to be taken with a view to putting an end to the acts of hostility and violence which are taking place in the State of Jammu and Kashmir, taking due account of the participation of both indigenous and foreign elements;

(3) The organization of a plebiscite, the principle of which is agreed to by both parties, with a view to deciding the future of the State of Jammu and Kashmir;

(4) The conditions under which such a plebiscite might be organized under the authority of the Security Council, so as to ensure a free and impartial consultation of the population of the State of Jammu and Kashmir.

I convened the Council today in the first instance because of the desire expressed by the representative of India to make a statement in

Le représentant de l'Inde propose que le débat se poursuive suivant l'ordre dans lequel il a commencé, la question de Jammu et Cachemire étant abordée avec toutes ses conséquences, les autres affaires étant discutées en temps utile.

Si je l'ai bien compris, le représentant du Pakistan ne paraît pas faire d'opposition à ce que cet ordre soit suivi. C'est pourquoi, s'il n'y a pas d'objection, je demanderai au Conseil de procéder ainsi.

Sir Mohammed ZAFRULLAH KHAN (Pakistan) (*traduit de l'anglais*) : Je n'ai aucune objection à faire, lorsque vous dites que nous devons immédiatement passer à l'examen de la question de Jammu et Cachemire. Mais j'ai clairement indiqué ma position, je n'ai pas dit qu'il était nécessaire d'attendre le règlement complet de la question de Jammu et Cachemire avant que le Conseil de sécurité s'occupe des autres questions. J'ai dit que si nous procédions rapidement, et que la question prenne tout le temps du Président ou du Conseil de sécurité, il est évident que nous ne pouvons pas commencer l'étude d'autres questions. Mais s'il arrivait que le Conseil, ou le Président ne soit pas occupé (je pense surtout au Conseil), si l'on s'apercevait que la discussion est arrivée à un stade où la discussion des autres questions pourrait se révéler utile, il ne faudrait pas que cette possibilité soit écartée.

Le PRÉSIDENT : Si aucun membre du Conseil ne demande la parole, nous passerons à l'adoption de l'ordre du jour.

Si un vote formel n'est pas demandé et si aucune objection n'est formulée, je considérerai que l'ordre du jour est adopté.

L'ordre du jour est adopté.

22. Discussion sur la question Inde-Pakistan

Le PRÉSIDENT : J'ai une brève déclaration à faire.

Depuis notre dernière séance, le représentant de l'Inde, le représentant du Pakistan et moi-même avons poursuivi nos consultations. Au cours de celles-ci, les points suivants ont été évoqués :

1) Objet de l'enquête à laquelle devrait procéder la Commission créée par la résolution du 20 janvier 1948 ;

2) Dispositions à prévoir en vue de mettre fin aux actes d'hostilité et de violence qui se poursuivent dans l'Etat de Jammu et Cachemire, en tenant compte de la participation soit d'éléments autochtones, soit d'éléments d'origine extérieure ;

3) Organisation d'un plébiscite, dont le principe est admis par les deux parties, en vue de déterminer l'avenir de l'Etat de Jammu et Cachemire ;

4) Conditions dans lesquelles semblable plébiscite pourrait être organisé sous l'autorité du Conseil de sécurité, de manière à assurer une consultation libre et impartiale des populations de l'Etat de Jammu et Cachemire.

J'ai convoqué le Conseil de sécurité aujourd'hui, premièrement à la suite du désir exprimé par le représentant de l'Inde de faire un exposé

reply to that of the representative of Pakistan of 16 and 17 January; and secondly, because of the letter dated 20 January which I received from the representative of Pakistan, the text of which has been placed before the members of the Council.

Before opening the debate, I think it will be useful if I explain the present situation and summarize briefly the progress achieved so far.

To begin with, there is our resolution of 17 January [*document S/651, 229th meeting*], in which the Security Council calls upon the Governments of India and of Pakistan to take immediately all measures within their power calculated to improve the situation, and to refrain from any acts which might aggravate it, and also asks both Governments to inform the Council of any material changes in the situation.

In the second place, there is the resolution of 20 January, by which the Council appoints a Commission to proceed to the spot as quickly as possible, investigate the facts of the case, exercise, without interrupting the work of the Council, a mediatory influence and carry out the directions given to it by the Council.

Thirdly, both parties in their introductory memoranda have stressed the urgent nature of the situation. The Council took note of that fact in its resolutions of 17 and 20 January.

Fourthly, the United States representative asked me at our 230th meeting on 20 January whether, following the adoption of the second resolution, the conversations between the parties would continue under the aegis of the President of the Council, and I replied that I believed I was interpreting the intentions of the representatives of India and Pakistan correctly when I said that both of them recognized the desirability of pursuing their conversations without interruption with a view to working out a basis for a settlement. My statement was not contradicted. Furthermore, the resolution of 20 January makes it clear that the functions of the Security Council Commission will be pursued without interrupting the work of the Council.

Fifthly, both parties have admitted in principle that the future of the State of Jammu and Kashmir should be decided by plebiscite. The communication from the Government of India to the President of the Council, dated 1 January, states that in the final analysis the people will be free to decide their future by the recognized democratic method of a plebiscite or referendum, which might be held under international auspices in order to ensure its complete impartiality. That declaration was confirmed in a statement by the representative of India on 15 January before the Council [*227th meeting*]. The same principle may be noted in the Pakistan representative's communication of 15 January to the Secretary-General.

Such is the basis upon which the Security Council is to carry out the mission invested in it by the Charter in the matter that has been brought before it.

en réponse à celui du représentant du Pakistan des 16 et 17 janvier; secondement à la suite de la lettre du représentant du Pakistan du 20 janvier, dont le texte a été communiqué aux membres du Conseil.

Avant d'ouvrir le débat, je crois utile de préciser la position actuelle et de faire brièvement le bilan des points qui sont dès à présent acquis.

Est en premier lieu acquise la résolution du 17 janvier [*document S/651, 229^e séance*] par laquelle le Conseil de sécurité fait appel au Gouvernement de l'Inde et au Gouvernement du Pakistan pour que chacun d'eux prenne immédiatement toutes mesures en son pouvoir à l'effet d'améliorer la situation et s'abstienne de tout acte susceptible de l'aggraver et par laquelle le Conseil demande en outre à chacun des deux Gouvernements de l'informer de tout changement matériel dans la situation.

Est en second lieu acquise la résolution du 20 janvier par laquelle le Conseil de sécurité constitue une Commission du Conseil appelée à se rendre sur les lieux le plus tôt possible en vue de procéder à une enquête sur les faits, d'exercer, sans que l'action du Conseil en soit interrompue, une action médiatrice et d'exécuter les instructions qui lui sont données par le Conseil.

En troisième lieu, les parties ont, l'une et l'autre, dans leurs mémoires introductifs, souligné le caractère d'urgence que présente la situation. Le Conseil l'a constaté lui-même dans sa résolution du 17 janvier comme dans celle du 20 janvier;

En quatrième lieu, le représentant des Etats-Unis m'ayant demandé, dans la séance du 20 janvier, si, après l'adoption de la deuxième résolution, des consultations continueraient entre les parties sous l'égide du Président du Conseil, j'ai répondu que je croyais traduire fidèlement les intentions des représentants de l'Inde et du Pakistan en disant que l'un et l'autre ont reconnu l'opportunité de poursuivre sans désespérer les consultations en vue de préciser les bases du règlement. Cette déclaration n'a point été contredite. Au surplus, la résolution adoptée le 20 janvier précise que le mandat de la Commission du Conseil de sécurité s'exercera sans que l'action du Conseil de sécurité en soit interrompue.

En cinquième lieu, les deux parties ont l'une et l'autre admis en principe qu'une consultation populaire devrait déterminer le sort futur de l'Etat de Jammu et Cachemire. La communication adressée par le Gouvernement de l'Inde au Président du Conseil, en date du 1^{er} janvier, dit qu'en dernière analyse, le peuple sera libre de décider de son sort par la méthode démocratique reconnue d'un plébiscite ou d'un référendum, qui pourrait être organisé sous les auspices internationaux en vue d'en assurer la complète impartialité. Cette déclaration fut confirmée dans l'exposé que fit le représentant de l'Inde le 15 janvier devant le Conseil [*227^e séance*]. Le même principe se retrouve dans la communication adressée par le représentant du Pakistan au Secrétaire général le 15 janvier.

Telles sont les bases dont le Conseil dispose pour accomplir, dans l'affaire qui a été portée devant lui, la mission que lui confère la Charte.

I am informed that the statement the representative of India wishes to make will take some time—about two hours. On the other hand, the desire has been expressed that this meeting should not go on after 6 p.m. Under the circumstances, in order to avoid interrupting the speech of the representative of India, I wonder if it would not be better if his statement were deferred until our next meeting. If so we have to fix the date and time of that meeting.

The Security Council is to convene tomorrow morning to deal with another matter on its agenda. Tomorrow afternoon is free; the Council might therefore devote the afternoon to the continuation of this debate, which would begin with the statement of the representative of India.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom): I have two questions. First, would the President propose that we should have the system of simultaneous interpretation for the speech of the representative of India? Secondly, in view of the great urgency of the task on which we are engaged and the importance of trying to reach the next stage, namely, that the President should begin again his discussions with the parties before the weekend, would it be possible for us to have our meeting on this subject tomorrow and put off whatever other business there may be until a little later?

The PRESIDENT (*translated from French*): With regard to the first question, if there is no objection we could have the statement of the representative of India interpreted simultaneously, as was done with his earlier statements and those of the representative of Pakistan.

As for the second question, as I understand it, the United Kingdom representative would wish us to devote the whole of tomorrow to the question now before us. Are there any objections?

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom): I propose that we should start with this matter. If we find, by any chance, that the continuation of our debate is not required, we could then ask the President to resume his discussions with the two parties, and perhaps the rest of tomorrow could be taken up with other business. I was only suggesting that, as this is a very urgent matter, we might take it up first.

The PRESIDENT (*translated from French*): In other words, the United Kingdom representative proposes that we reverse the order of our meetings.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom): I wish it to be correctly understood that I propose that we should continue tomorrow and, if necessary, on Saturday, as long as we have something useful to do in the Security Council itself, before the President resumes his work with the parties. If we find in the middle of tomorrow afternoon that we could usefully make a stopping point in our discussion of this question, the President could then take up the other matter. That is no formal arrangement.

J'ai été informé que l'exposé que compte faire le représentant de l'Inde sera d'une certaine durée, deux heures environ. D'autre part, le désir a été exprimé que cette séance ne se prolonge pas plus tard que 18 heures. Dans ces conditions, pour éviter que le représentant de l'Inde soit obligé d'interrompre son exposé, je me demande s'il ne serait pas préférable de reporter celui-ci à la prochaine séance. Dans ce cas, il resterait à fixer la date et le moment de cette séance.

Le Conseil est convoqué demain matin, mais avec un autre objet à son ordre du jour. L'après-midi de demain est libre; le Conseil pourrait donc le consacrer à la suite de ce débat qui commencerait par l'exposé du représentant de l'Inde.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Je voudrais poser deux questions. En premier lieu, le Président a-t-il l'intention d'employer l'interprétation simultanée pour les déclarations du représentant de l'Inde? En second lieu, étant donné le caractère si urgent de la tâche qui nous occupe et l'importance d'en arriver à l'étape suivante, c'est-à-dire la reprise des discussions du Président avec les parties intéressées avant la fin de la semaine, ne serait-il pas possible de nous réunir demain pour cette question et de renvoyer les autres questions à plus tard?

Le PRÉSIDENT: En ce qui concerne la première question, nous pourrions, s'il n'y est pas fait d'objection, employer pour l'exposé du représentant de l'Inde le système de l'interprétation simultanée, comme nous l'avons fait pour ses exposés antérieurs et ceux du représentant du Pakistan.

Quant à la seconde question, je la comprends dans ce sens que le représentant du Royaume-Uni souhaiterait que la journée de demain tout entière soit consacrée à la question qui nous occupe actuellement. Y a-t-il des objections?

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Je propose que nous commençons par cette question-ci. S'il apparaît ensuite qu'il n'est pas nécessaire de continuer nos débats, nous pourrions demander alors au Président de reprendre ses discussions avec les parties intéressées, et nous pourrions peut-être nous occuper des autres questions pendant le reste de la journée. Comme la présente question est très urgente, j'aimerais qu'elle passe en premier.

Le PRÉSIDENT: La proposition du représentant du Royaume-Uni est en somme d'intervertir l'ordre de nos séances.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Je voudrais qu'il soit clairement entendu que je propose de continuer notre travail demain et au besoin samedi, aussi longtemps que le Conseil de sécurité pourra utilement discuter la question; en suite de quoi le Président reprendra ses négociations avec les parties. Si nous estimons demain, vers le milieu de l'après-midi, que nous pouvons arrêter nos débats sur cette question, le Président pourra alors s'occuper des autres questions. Il ne s'agit pas d'un arrangement rigide.

Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics) (*translated from Russian*): I think it would, nevertheless, be desirable to hold a closed meeting of the Security Council tomorrow, as planned.

It is difficult to work under these conditions, when we lay down a definite plan of work, and then suddenly change it.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom): I do not wish to upset any plan and I do not wish to do anything which would be contrary to the public interest and to the good ordering of the work of the Security Council. However, if I understand the task which is proposed for the closed meeting, it is one which would be generally agreed, I think, to be of much less urgency than that with which we are now concerned. I should therefore have hoped that it could be put off until a later date. It has already been under the consideration of the Security Council for a considerable time, I believe, and I do not think that a delay of another day or two would seriously affect the outcome of the work.

The PRESIDENT (*translated from French*): Does the representative of the Union of Soviet Socialist Republics maintain his objection? If so, would he agree to the following solution: that we hold a private meeting devoted to the Trieste question early in the afternoon? The meeting would probably not take long, and we could devote the rest of the afternoon, if necessary, to the continuation of the debate on the question now before us.

Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics) (*translated from Russian*): That is one of the possible decisions. It would be desirable, however, since we have fixed a closed meeting of the Council, that this meeting should take place. It is not really important whether it takes place in the morning or in the afternoon.

The PRESIDENT (*translated from French*): Would that satisfy the representative of the United Kingdom?

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom): Certainly, especially since the President holds out a certain hope that the meeting on the Trieste question may not be very long. We may be able to meet at 3.30 or 4 p.m. tomorrow on the Jammu and Kashmir question, have a good session tomorrow afternoon, and, if necessary, meet on Saturday morning. What I am anxious about is this: that the President should be able to reach the next stage of his work by the week-end. That is my objective.

Mr. AUSTIN (United States): We are all eager to finish our business as expeditiously as possible. If there is no objection to our starting in the morning, let us start in the morning. Let us settle that point, at any rate: that we shall start tomorrow morning.

It would be feasible, I think, to hear the representative of India and, after he finishes, to go into a secret meeting and consider the other matter of Trieste. That would be the most convenient arrangement. However, if there is a great choice about when to hold the secret meet-

M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) (*traduit du russe*): Il me semble qu'il serait, malgré tout, souhaitable que le Conseil de sécurité se réunisse demain en séance privée, ainsi que nous l'avions prévu.

Il nous est difficile de travailler convenablement si, après avoir établi un plan, nous nous mettons aussitôt à le modifier.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Je ne désire déranger les plans de personne et je ne désire rien suggérer qui soit contraire à l'intérêt général et au bon ordre du travail du Conseil de sécurité. Mais la tâche que nous avons à accomplir au cours de la réunion privée est, si j'ai bien compris, généralement considérée comme beaucoup moins urgente que celle dont nous nous occupons maintenant. J'espérerais donc qu'elle pourrait être remise à plus tard. Si je ne me trompe, le Conseil de sécurité étudie cette affaire depuis assez longtemps et je ne pense pas qu'un délai supplémentaire d'un jour ou deux affecterait sérieusement le résultat de nos travaux.

Le PRÉSIDENT: Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques maintient-il ses objections? Et, dans ce cas, pourrait-il se rallier à la solution suivante: tenir une séance privée, consacrée à l'affaire de Trieste, au début de l'après-midi? Il est probable que cette séance ne nous prendra pas beaucoup de temps; nous pourrions consacrer la fin de l'après-midi, si cela était nécessaire, à la suite du débat sur la question qui nous occupe maintenant.

M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) (*traduit du russe*): C'est là une des solutions possibles. En tout cas, puisqu'une séance privée du Conseil de sécurité a été prévue, il serait souhaitable qu'elle eût lieu. Que ce soit le matin ou l'après-midi, cela n'a guère d'importance.

Le PRÉSIDENT: Est-ce que ceci donnerait satisfaction au représentant du Royaume-Uni?

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Certainement, d'autant plus que le Président nous permet d'espérer que la séance sur la question de Trieste ne sera pas très longue. Nous pourrions nous réunir à 15 h. 30 ou à 16 heures demain sur la question de Jammu et Cachemire, avoir une séance fructueuse demain après-midi et, au besoin, nous réunir de nouveau samedi matin. Ce que je désire surtout, c'est que le Président puisse passer au stade suivant de son travail à la fin de la semaine. C'est là mon but.

M. AUSTIN (Etats-Unis) (*traduit de l'anglais*): Nous sommes tous désireux de terminer notre tâche le plus rapidement possible. Si personne ne s'y oppose, nous pourrions commencer le matin. Mettons-nous d'accord au moins sur ce point, à savoir que nous allons commencer à travailler demain matin.

Nous pourrions, je pense, entendre le représentant de l'Inde et lorsqu'il aura terminé nous pourrions examiner la question de Trieste en séance privée. Cela me paraît la solution la plus pratique. Cependant, si nous avons toute latitude pour la séance privée, nous pouvons commencer demain

ing, we can start the secret meeting tomorrow morning and follow it with a public meeting to hear the speech of the Indian representative. We do not need to spend all day tomorrow on these two matters. It seems to me that we can handle them both before noon tomorrow if we are expeditious, and that would leave a complete half-day in which to conduct negotiations under the guidance of the President. The main point, it seems to me, in this rather urgent matter, is to keep going and not to postpone the matter beyond tomorrow forenoon.

Mr. DE LA TOURNELLE (France) (*translated from French*) : I think it would be better if we began tomorrow with the closed meeting, after which we could proceed with no interruption to our consideration of India's complaint against Pakistan.

Mr. NOEL BAKER (United Kingdom) : Can we agree that the Security Council should reconvene after the private meeting not later than 11.30 a.m. tomorrow ? If the private meeting were to occupy the rest of the weekend, it would really be most unfortunate to the public interest. I think no one can hold that a further discussion on Trieste can be a matter of such immediate urgency, in view of the fact that it has been under discussion for twelve months now, that a day or two added to that period would make an immense difference. It is important that we proceed. If we can be sure, of course, that the first discussion will end by 11.30 a.m., then I fully agree to that arrangement. I should have thought that the best plan was the one the President suggested a little earlier, to which I made no objection ; I only made a comment which I am afraid provoked further debate.

The PRESIDENT (*translated from French*) : May I draw the attention of the representative of France to the material difficulty involved in beginning with the discussion of the Trieste question ? Since we are unable to say exactly when we shall finish our discussion on that problem, it will be impossible for us to fix the time for the debate on the Indian problem, and the delegations of India and Pakistan might therefore be kept waiting.

Could we not agree on the following solution : to hold a meeting tomorrow at 10.30 sharp and hear the statement of the representative of India ? We could then at once take up the question of Trieste in closed session. We might possibly dispose of it before the end of the morning and we could continue with the Indian question, if necessary, during the afternoon.

Mr. DE LA TOURNELLE (France) (*translated from French*) : I do not wish to do anything which might complicate your task, Mr. President. I therefore accept your proposal.

The PRESIDENT (*translated from French*) : I thank the representative of France for his co-operation.

There are no further objections. We shall meet tomorrow at 10.30 to hear the representative of India.

The meeting rose at 6 p.m.

matin par la séance privée et tenir ensuite une séance publique afin d'entendre le discours du représentant de l'Inde. Nous n'avons certainement pas besoin de toute la journée de demain pour ces deux questions. Si nous allons vite en besogne, j'estime qu'elles pourraient être traitées toutes les deux dans la matinée, ce qui laisserait une bonne demi-journée pour des négociations sous la direction du Président. J'estime que pour cette affaire urgente le principal est de ne pas s'arrêter et de ne pas remettre la question au delà de la matinée de demain.

M. DE LA TOURNELLE (France) : Il me semblerait préférable que nous commencions notre travail, demain, par la séance privée ; ainsi, nous pourrions ensuite poursuivre sans aucune interruption l'étude de la plainte de l'Inde contre le Pakistan.

M. NOEL BAKER (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*) : Sommes-nous d'accord pour que le Conseil de sécurité se réunisse de nouveau après la séance privée, au plus tard à 11 h. 30 demain ? Dans l'intérêt public, il serait bien regrettable que cette séance privée occupe ensuite toute la fin de la semaine. Personne ne saurait soutenir, je pense, que la suite de la discussion sur la question de Trieste soit d'une nécessité aussi urgente, étant donné le fait qu'elle est en discussion depuis douze mois ; un ajournement d'un jour ou deux ne peut pas avoir grande importance. Nous devons avancer dans nos travaux. Evidemment, si nous pouvions être sûrs que la première discussion se terminerait à 11 h. 30, je serais parfaitement satisfait de cette solution. J'aurais pensé que le meilleur plan était celui qui a été proposé tout à l'heure par le Président et au sujet duquel je n'ai pas fait d'objection ; j'ai seulement fait une remarque qui, je le crains, a prolongé la discussion.

Le PRÉSIDENT : Puis-je attirer l'attention du représentant de la France sur la difficulté d'ordre matériel qu'il y a à commencer par la discussion concernant Trieste ? Comme nous ne pouvons pas dire exactement à quel moment nous terminerons l'examen de ce problème, il ne nous sera pas possible de fixer l'heure de la discussion du problème de l'Inde et, de ce fait, les délégations de l'Inde et du Pakistan seraient exposées à devoir attendre.

Ne pourrions-nous pas nous mettre d'accord sur la formule suivante : nous tiendrions demain une séance à 10 h. 30 précises et nous entendrions l'exposé du représentant de l'Inde. Aussitôt après, nous aborderions, à huis clos, la question de Trieste. Nous pourrions peut-être terminer l'examen de cette dernière avant la fin de la matinée et, si cela était nécessaire, nous reprendrions la question de l'Inde dans le courant de l'après-midi.

M. DE LA TOURNELLE (France) : Je ne veux rien faire qui puisse compliquer votre tâche, Monsieur le Président. J'accepte donc votre proposition.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant de la France de son concours.

Je constate qu'il n'y a plus d'objection. Nous nous réunirons donc demain à 10 h. 30 pour entendre le représentant de l'Inde.

La séance est levée à 18 heures.